



Restoration
Barometer

Rapport du Baromètre de Restauration de l'IUCN

2022



Supported by:



Page Contenu

La désignation des entités géographiques dans ce livre, ainsi que la présentation du matériel, n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'UICN quant au statut légal de tout pays, territoire ou région, ou de ses autorités, ou quant à la délimitation de ses frontières ou démarcations.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN.

L'UICN remercie ses Partenaires du cadre qui fournissent le financement principal : le ministère des Affaires étrangères, Danemark ; le ministère des Affaires étrangères, Finlande ; le Gouvernement français et l'Agence française du développement (AFD) ; le ministère de l'Environnement, République de Corée ; le ministère de l'Environnement, du climat et du développement durable, Grand-Duché de Luxembourg ; l'Agence norvégienne pour le développement et la coopération (Norad) ; l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Sida) ; l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC) et le Département d'État américain.

L'UICN doit beaucoup à l'Initiative internationale pour le climat du ministère fédéral pour l'Environnement, la conservation de la nature, la sécurité nucléaire et la protection des consommateurs du gouvernement allemand pour son généreux soutien financier pour l'initiative du baromètre du Défi de Bonn.

Publié par : UICN, Gland, Suisse

Produit par : Browning Environmental Communications

Droits d'auteur : © 2022 IUCN, International Union for Conservation of Nature and Natural Resources

La reproduction de cette publication à des fins éducatives et non commerciales est autorisée sans permission préalable écrite des détenteurs des droits d'auteur, à condition que la source soit pleinement reconnue.

La reproduction de cette publication pour la vente ou autres fins commerciales est interdite sans la permission préalable écrite des détenteurs des droits d'auteur.

Citation recommandée : Rapport du baromètre 2022 de restauration de l'UICN. Gland, Suisse : UICN.

Photo de couverture : Natthawon Chaosakun

Mise en page : Data Design Studios

Faits et points principaux	4
Introduction au baromètre de restauration	8
Pays déclarant au baromètre	12
Les écosystèmes	14
Poser les fondations	16
Financement	28
Créer l'impact	30
L'avenir du baromètre	44



Généralités

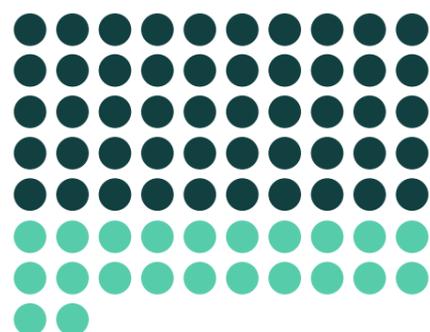
Le nouveau baromètre de restauration amélioré fait désormais le suivi des progrès de restauration des écosystèmes par les secteurs public et privé sur tous les écosystèmes terrestres, y compris les eaux du littoral et intérieures.

Faits et points principaux

Les pays

Pays qui ont approuvé le baromètre de restauration :

50



Candidatures nationales au baromètre en 2022 :

18

Afrique

Cameroun
Ghana
Kenya
Malawi
Mozambique
Rwanda
Ouganda

Amérique latine

Colombie
Costa Rica
Salvador
Guatemala
Mexique
Pérou

Asie

Bangladesh
Sri Lanka

Europe/Asie centrale et Caucase

Kazakhstan
Kirghizistan
Tadjikistan

Candidatures nationales au baromètre en 2022 :

22

Autres pays appliquant le baromètre en 2022 dont les données sont en cours de finalisation :

4

Les écosystèmes

Les utilisateurs du baromètre ont déclaré les progrès de restauration sur les huit écosystèmes suivants.

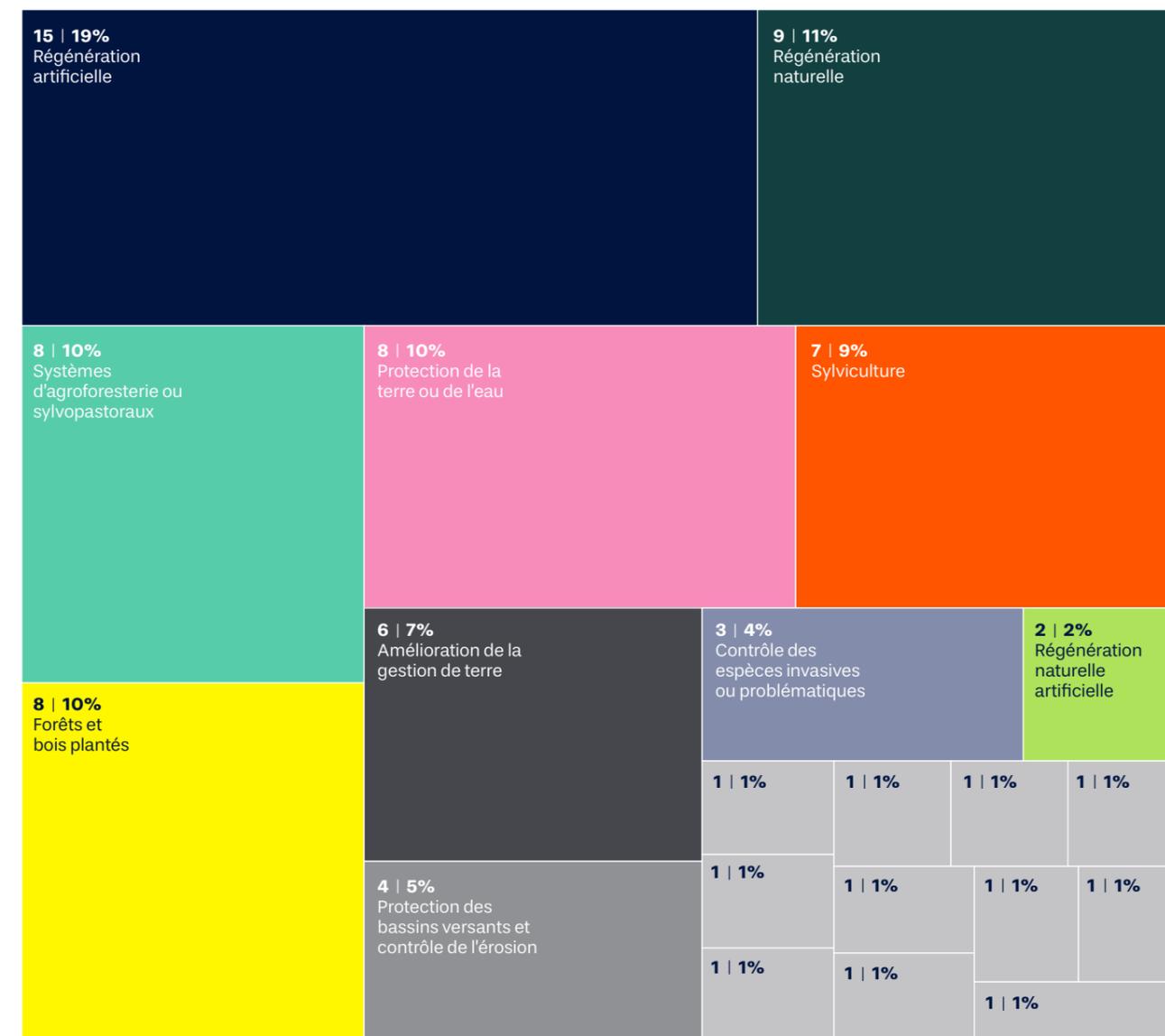
Type d'écosystème	Pays déclarant des progrès sur ces écosystèmes en 2022.	
	#	%
Littoraux et mangroves	9	15%
Déserts et semi-déserts	5	8%
Terres agricoles et zones mixtes	10	17%
Forêts et terres boisées	17	28%
Prairies, arbustes et savanes	6	10%
Tourbières	2	3%
Rivières, ruisseaux et lacs (marécages)	8	13%
Zones urbaines	3	5%

Les interventions de restauration

Le baromètre de restauration suit la typologie d'intervention de restauration de l'UICN [pour les écosystèmes terrestres](#).

Chaque type d'écosystème est divisé en séries d'interventions qui peuvent être mises en œuvre dans le cadre des actions de restauration. Pour des données complètes sur des interventions employées par pays et écosystème, visitez le [tableau de bord de pays](#).

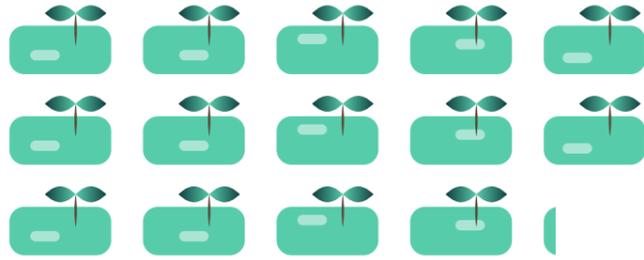
Pays déclarant des types d'intervention en 2022



- Création améliorée d'habitat pour espèces indigènes de faune
- Création d'espaces verts ou de ceintures vertes (flore indigène) pour le refroidissement, la filtration de l'air et la santé mentale
- Établissement ou contrôle des peuplements
- Jachère améliorée
- Amplification de l'étendue et de la complexité de la canopée
- Autres
- Réhabilitation et gestion
- Restauration des zones de captation
- Restauration des voies d'eau urbaines à l'état semi-naturel (mesurées en kilomètres)
- Restauration de l'hydrologie
- Terrassement, infrastructure de protection de l'eau

Les impacts

Surface de terres en cours de restauration
(déclarée par 18 pays) :



14,240,519 hectares

CO₂ séquestré
(déclaré par 9 pays) :



de la surface en cours de restauration formellement indiquée comme zone clé de biodiversité
(déclaré par 7 pays) :



1,5 % - 71,4 %

% de la surface en cours de restauration formellement indiquée comme zone protégée
(déclaré par 7 pays) :



1,7 % - 95,6 %

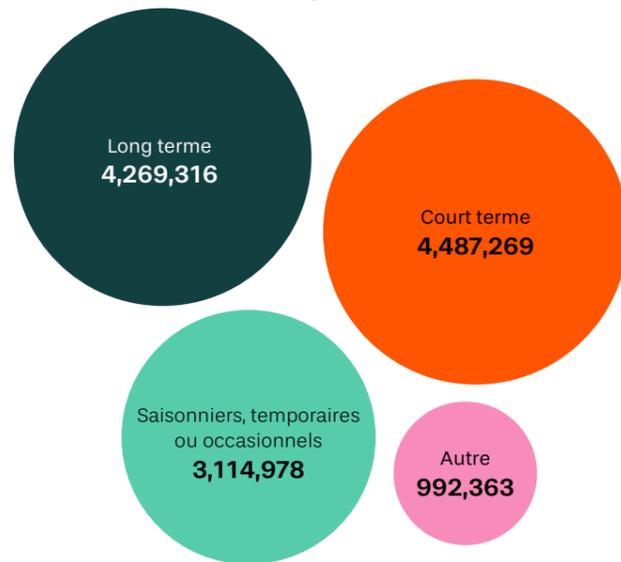
Hectares prévus pour contribuer de manière significative à la conservation des espèces menacées
(déclarés par 6 pays) :

1,199,366 hectares



Nombre d'emplois créés
(déclaré par 14 pays) :

Total
12,863,925



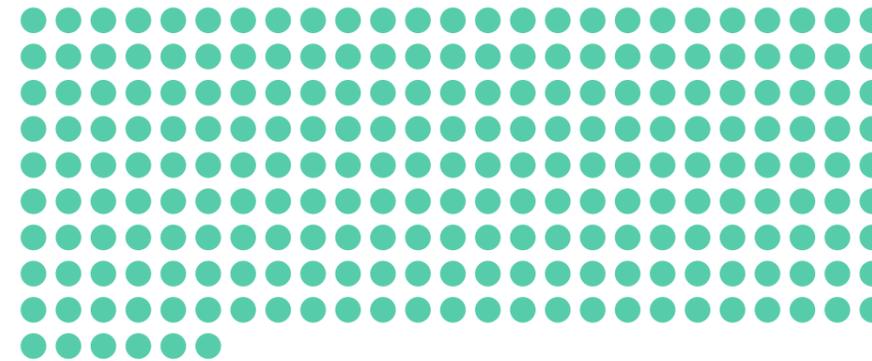
Nombre d'emplois à temps plein et à long terme :



478,593

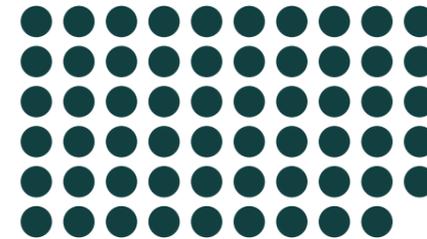
Les vecteurs habilitants

Nombre de politiques de soutien établies
(déclaré par 18 pays) :



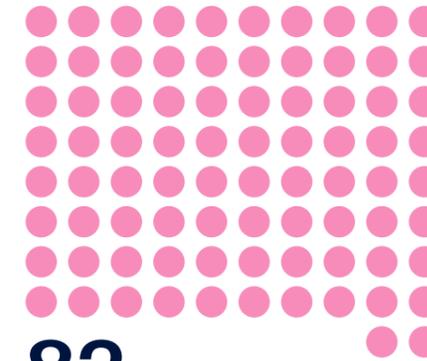
286

Nombre d'outils techniques avancés de planification pour la restauration employés
(déclaré par 16 pays) :



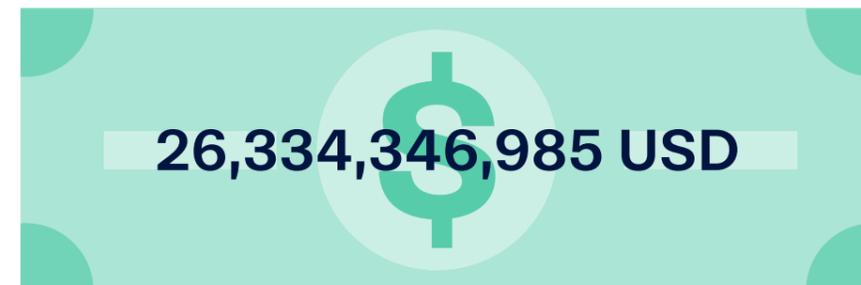
59

Nombre de mécanismes de surveillance de la restauration en place
(déclaré par 16 pays) :

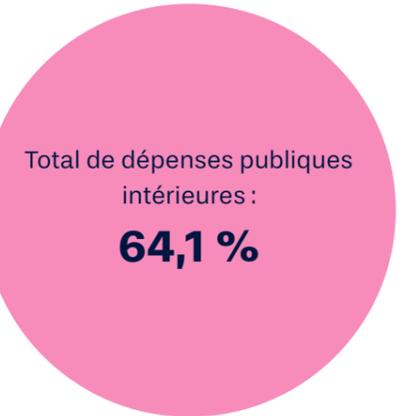


82

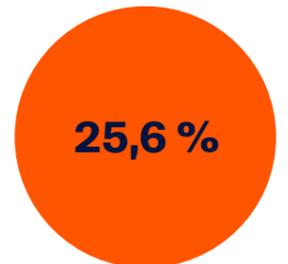
Somme de financement assignée à la restauration
(déclarée par 15 pays) :



Taux de financement public et privé



Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact) :



Total de l'appui des donateurs internationaux :



Total national philanthropique et sans but lucratif :



Introduction au baromètre de restauration

La création d'un monde en harmonie avec la nature d'ici 2030, qui apporte des bienfaits à la planète et aux humains, n'est pas possible sans la restauration répandue des écosystèmes. Des écosystèmes en bonne santé maintiennent l'intégrité écologique et soutiennent la biodiversité et ils protègent également la santé humaine, fournissent de l'air, de l'eau et de la nourriture propres, aident à lutter contre la pauvreté et agissent comme défenses naturelles contre les phénomènes météorologiques extrêmes.

Il n'y a pas d'autres choix que d'incorporer la restauration des écosystèmes aux objectifs nationaux et internationaux et d'assurer leur mise en œuvre rapide et soutenue.

Mais, pour générer et maintenir les niveaux élevés d'ambition qui sont nécessaires pour atteindre cet objectif et d'autres, il est essentiel que les gens sachent quelles actions sont mises en œuvre, comment et où.

La première étape du processus de restauration est celle de fixer des objectifs. Mais celle-ci ne peut pas réussir du jour au lendemain. Pour que les efforts de restauration durent au fil du temps, il faut une planification préparatoire suffisante, un renforcement des capacités et un engagement à long terme de la part de nombreux acteurs.

C'est dans ce contexte que l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) lance son rapport phare : le baromètre de restauration. Sur la base des données soumises par 18 pays¹ au baromètre de restauration de l'UICN de 2021 à 2022, ce rapport montre les progrès réalisés par les pays déclarants sur leurs objectifs de restauration et le flux de bienfaits tangibles. Il montre également l'importance des facteurs facilitants (tels que les politiques et le financement) pour que la restauration ait de réels impacts à long terme.

À propos du baromètre de restauration

Le baromètre de restauration de l'UICN est le seul outil utilisé actuellement par les gouvernements nationaux et infranationaux pour suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs de restauration dans tous les écosystèmes terrestres, dont les eaux côtières et intérieures. Il repose sur les principes fondamentaux de la flexibilité et de l'inclusivité, de sorte qu'il peut être utilisé par tous les pays, y compris ceux qui commencent tout juste à investir dans la restauration et à l'intensifier.

Le baromètre est actuellement utilisé par 22 gouvernements, approuvé par plus de 50 autres, et il permet aux utilisateurs d'enregistrer les politiques habilitantes, les modes de planification, les systèmes de suivi et les structures de financement qui rendent les actions de restauration possibles. Il permet également le suivi de la taille de la zone en cours de restauration, ainsi que les bienfaits de la restauration en ce qui concerne le climat, la biodiversité et les avantages socio-économiques.

En soumettant des données au baromètre, les utilisateurs peuvent simplifier et rationaliser les rapports sur leurs engagements de restauration, en dressant un tableau complet des progrès de la restauration et en identifiant les lacunes éventuelles, afin que les ressources puissent être allouées efficacement et les actions de restauration futures maximisées. Le baromètre peut servir à enregistrer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs nationaux et mondiaux au fil du temps, tels que la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes, le Défi de Bonn, le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, l'Accord de Paris, les Objectifs de neutralité en matière de dégradation des terres et 1t.org.

Bien que 22 pays aient soumis des données au baromètre de restauration en 2022, le présent rapport comprend des informations sur 18 d'entre eux, pendant que les données des quatre autres sont encore en cours de finalisation par les pays et examinées par l'UICN. Les progrès seront évalués dans 12 à 15 autres pays début 2023.

Les données complètes fournies par le baromètre de restauration sont accessibles au public via le tableau de bord du pays, qui continuera de refléter le parcours de restauration en cours parmi les pays utilisateurs au fil du temps.

En 2022, une application pilote du baromètre de restauration, impliquant 34 entreprises du secteur privé qui ont pris des engagements de restauration, a également été réalisée. Les résultats seront présentés début 2023.

Chronologie du baromètre

Le baromètre de restauration a été lancé en 2016, sous le nom de baromètre du Défi de Bonn. Il a été mis à l'essai dans les environnements forestiers, notamment au Brésil, au Rwanda, au Salvador, au Mexique et aux États-Unis, pour mesurer le succès des programmes de restauration et comprendre les obstacles à la mise en œuvre et à la quantification des bénéfices découlant des actions de restauration. Par la suite, cet outil a été rapidement adopté par 13 autres pays.

En 2020, le baromètre du Défi de Bonn a été élargi et rebaptisé pour signifier l'extension de sa portée au-delà des écosystèmes forestiers et des signataires du Défi de Bonn. Avant 2021, le baromètre de restauration avait été mis à jour pour inclure tous les types d'écosystèmes terrestres, y compris les eaux côtières et intérieures.

Le Baromètre a permis de consolider et de valider les efforts passés de restauration, et également de rendre possible le recensement des actions d'organismes qui n'avaient pas jusque-là déclaré leurs actions. Nous avons maintenant un tableau complet.

JAVIER DE PAZ, INSTITUTO NACIONAL DE BOSQUES, GUATEMALA



Les indicateurs du baromètre

Le baromètre est unique car il permet aux utilisateurs de rendre compte de manière systématique et flexible de huit indicateurs de progrès de restauration. Il s'agit notamment d'indicateurs d'« action » et d'indicateurs d'« impact », qui donnent une vue d'ensemble de la façon dont un pays progresse dans la réalisation de ses engagements en matière de restauration.

Indicateurs d'action



Politiques et dispositions institutionnelles :

Des politiques et d'autres dispositions institutionnelles sont essentiels pour permettre une action sur le terrain. Elles offrent des feuilles de route pour soutenir les objectifs de restauration et démontrer le niveau d'engagement d'un gouvernement ou d'une entreprise envers ses promesses de restauration.*



Flux de financement :

Le financement rend les actions de restauration possibles et peut provenir de sources multiples, y compris les dépenses publiques intérieures, l'investissement privé, les donateurs internationaux ou les organisations à but non lucratif. Le baromètre opère le suivi des montants effectivement alloués à la restauration par rapport aux montants promis.



Planification technique

Une planification efficace est essentielle pour déterminer où, comment et pourquoi les actions de restauration doivent avoir lieu, ainsi que pour évaluer les bienfaits potentiels avant le début de la mise en œuvre. Un solide processus de planification technique donne également la priorité aux connaissances et à l'engagement des peuples autochtones et des communautés locales.



Systèmes de surveillance :

Les gouvernements et les autres acteurs impliqués dans la restauration peuvent utiliser divers outils pour surveiller la mise en œuvre de la restauration. Ce suivi fournit une image riche en données du nombre de projets en cours et des progrès positifs ou négatifs de la restauration.

Les indicateurs d'impact



Superficie des terres :

La superficie des terres en cours de restauration montre le niveau de progression de la mise en œuvre des actions de restauration. Cela se mesure par le nombre d'hectares en cours de restauration, c'est-à-dire la zone (en hectares) où la fonctionnalité (capacité à fournir des biens et services écosystémiques) a été améliorée par la restauration (pas seulement la zone d'intervention directe).



Carbone séquestré pour l'atténuation des effets du changement climatique :

La restauration peut être une solution fondée sur la nature pour atténuer les effets du changement climatique en piégeant (en « séquestrant ») le carbone. La quantité de carbone séquestré dépend de la superficie du terrain et de l'intervention choisie.



Avantages pour la biodiversité :

La restauration a le potentiel d'augmenter l'étendue et la qualité des habitats qui abritent des espèces faunistiques et floristiques menacées. Elle peut également améliorer la connectivité entre les écosystèmes fragmentés, assurant la diversité génétique et la stabilité des populations animales menacées. Le baromètre mesure comment la restauration est déployée pour la conservation.



Impacts socio-économiques :

De nombreux projets de restauration ont lieu à l'intérieur et à proximité des communautés et les processus de mise en œuvre, de suivi et de maintenance peuvent conduire à la création d'emplois et à d'autres avantages en termes de moyens de subsistance.

Exactitude des données**

Toutes les données soumises au baromètre sont validées par les gouvernements et examinées par l'UICN. Un système de niveaux est utilisé pour certains indicateurs afin d'assurer l'intégrité des données et l'exactitude des rapports. Il existe trois niveaux :

- **Niveau un :** réponses représentant des estimations ou des généralisations avec peu ou sans données empiriques à l'appui, présentées avec peu de confiance dans leur exactitude.
- **Niveau deux :** les réponses qui sont davantage fondées sur des données, des études au sol ou des évaluations, mais qui sont néanmoins considérées comme des généralisations et qui sont présentées avec un niveau de confiance modéré.
- **Niveau trois :** réponses basées sur des données riches, des mesures au sol, des études et des évaluations conduites par des pairs, présentées avec un haut niveau de confiance.

*Le Baromètre de restauration s'applique aux gouvernements et au secteur privé. Toutefois, ce rapport se concentre uniquement sur l'utilisation du baromètre par les gouvernements.

** Bien que certaines données soumises au baromètre de restauration soient différenciées par niveau, aux fins du présent rapport, toutes les données des différents niveaux ont été agrégées. Veuillez consulter [le tableau de bord du pays](#) du baromètre de restauration pour voir les données complètes.

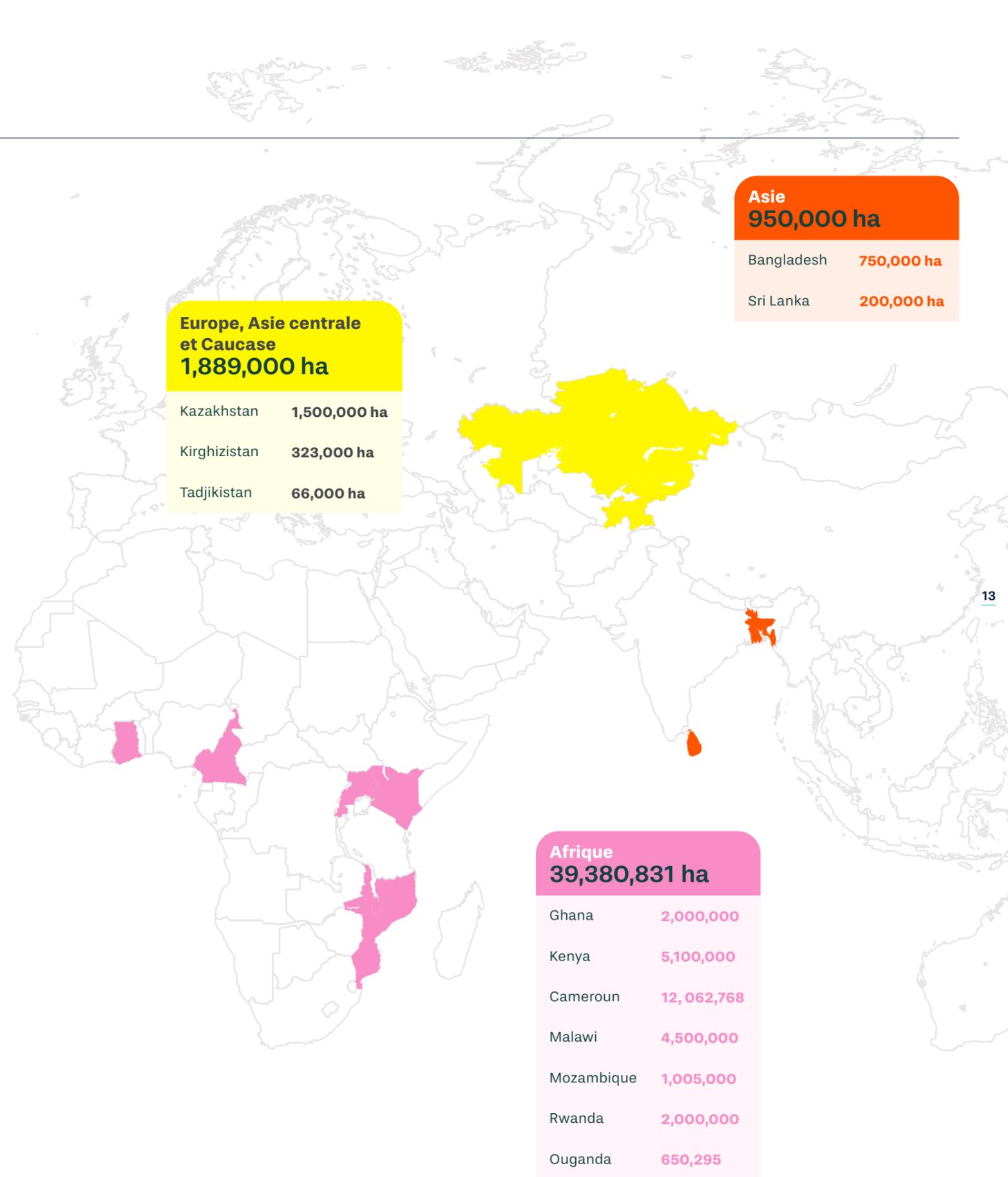
Pays déclarant au baromètre

Ce rapport contient les résultats de 18 pays déclarant au baromètre. Étant donné que tous les pays sont encouragés à utiliser le baromètre, qu'ils soient ou non en mesure de compiler des données complètes, il existe à la fois des rapports complets et « standards » qui couvrent tous les indicateurs et des rapports « projecteur » qui couvrent moins d'indicateurs. À ce jour, ces pays se sont engagés collectivement à restaurer plus de 48 millions d'hectares dans divers écosystèmes.

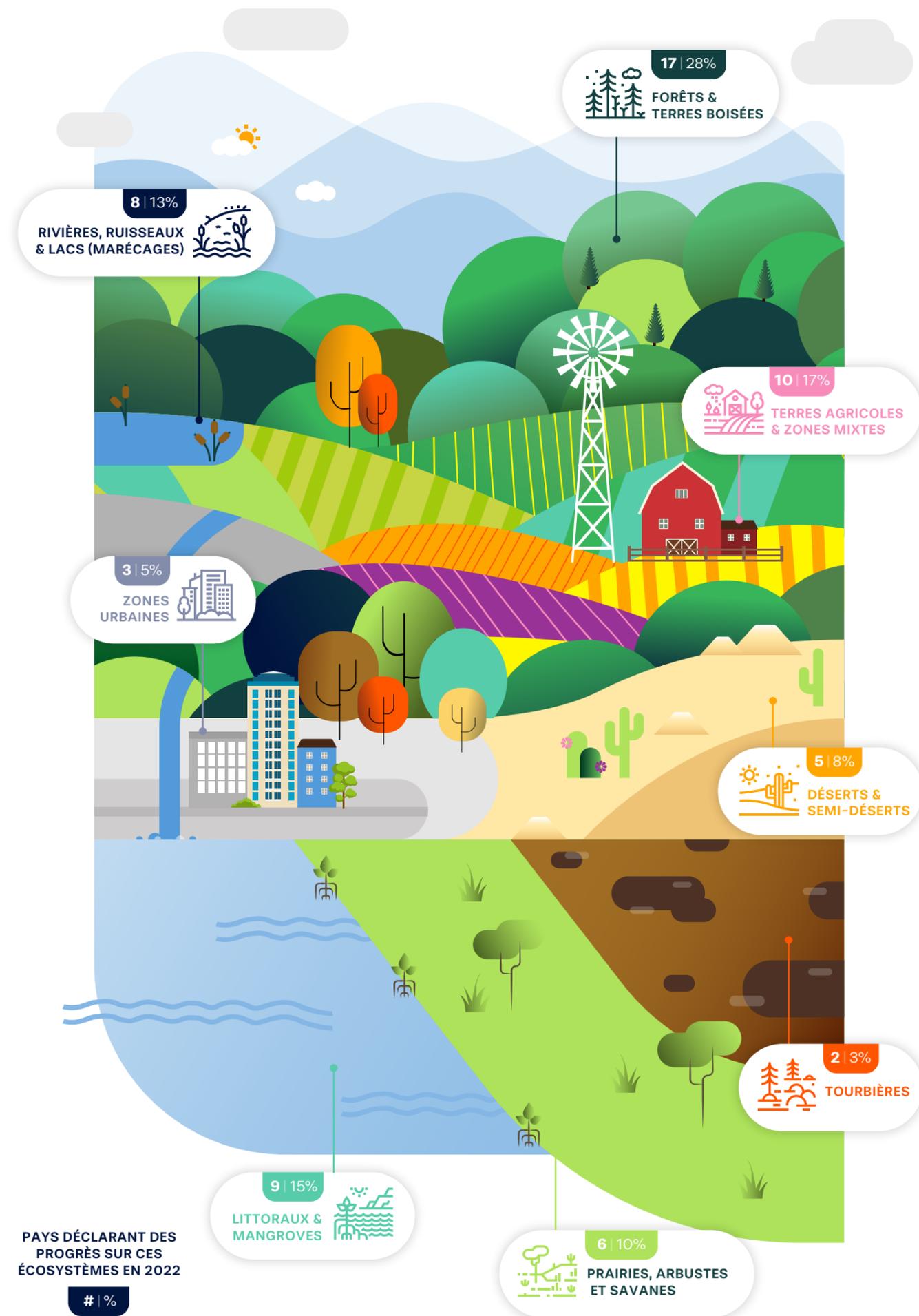
Engagements de restauration par région et pays

Avant 2022, le baromètre était également utilisé par les États-Unis et le Brésil. En 2019, les États-Unis ont atteint et dépassé leur engagement de remettre en état 15 millions d'hectares avant 2020, pour atteindre 17 millions d'hectares à la mi-2019. Le processus que le Brésil a suivi dans l'élaboration de son rapport du baromètre 2019 a apporté quelques améliorations dans les indicateurs de restauration des forêts et dans l'élaboration d'une première version d'une base de données de surveillance structurée pour la restauration des milieux forestiers. Des problèmes de capacité ont entraîné une pause dans l'application du baromètre au Brésil.

Les données de l'Équateur, de l'Inde, du Pakistan et de l'Ouzbékistan sont en cours de finalisation et seront bientôt disponibles sur le tableau de **bord du baromètre**.



Les écosystèmes



Le baromètre de restauration suit les types d'actions ou d'interventions décrits dans la typologie d'intervention de restauration pour les écosystèmes terrestres de l'UICN. Il s'appuie sur la Typologie d'écosystème de l'UICN 2.0 qui catégorise les types d'écosystèmes, ainsi que les catégories d'écosystèmes identifiés par la stratégie de l'ONU pour la Décennie sur la Restauration des écosystèmes.

- Littoraux et mangroves
- Déserts et semi-déserts
- Terres agricoles et zones mixtes
- Forêts et terres boisées
- Prairies, arbustes et savanes
- Tourbières
- Rivières, ruisseaux et lacs (marécages)
- Zones urbaines

Le baromètre couvre tous les écosystèmes terrestres, y compris les eaux côtières et intérieures, où des droits d'utilisation ou de gestion peuvent être identifiés (c'est-à-dire à l'exclusion de la haute mer). Il comprend également des environnements dominés par l'homme, comme les zones urbaines et mixtes, qui peuvent offrir un potentiel inexploité de restauration.

PAYS DÉCLARANT DES PROGRÈS SUR CES ÉCOSYSTÈMES EN 2022

| %

Les données de restauration par écosystèmes n'incluent pas le Kirghizistan ni le Guatemala en raison de l'indisponibilité des données.

Poser les fondations

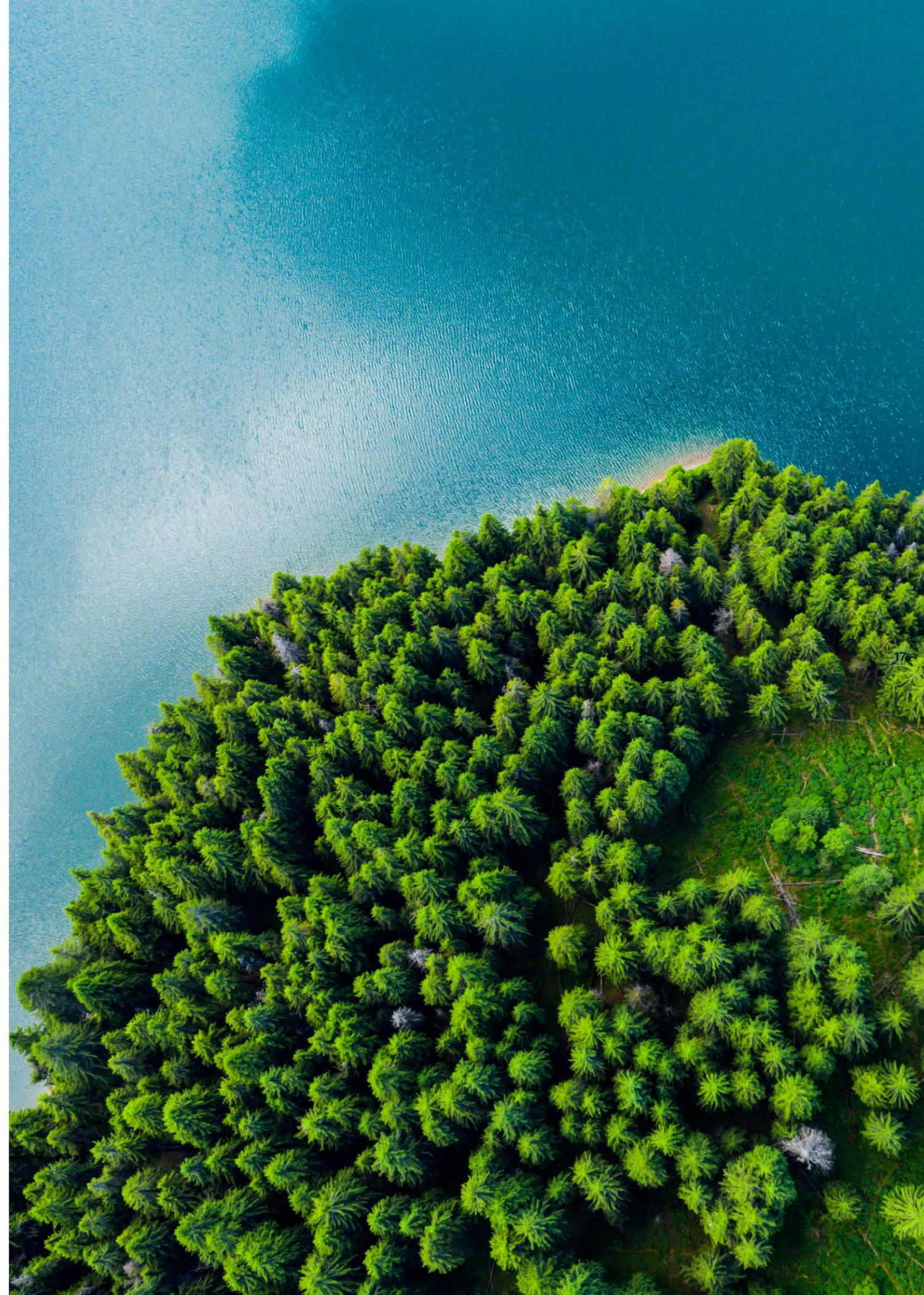
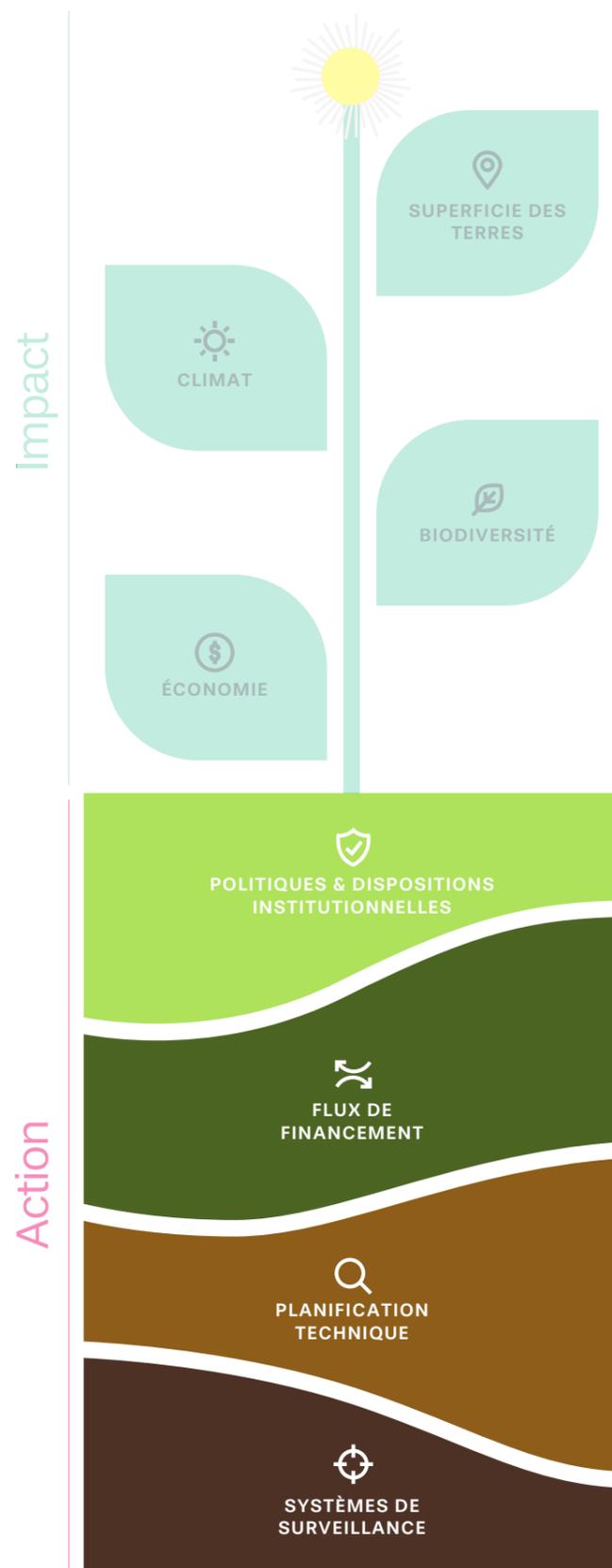
Les écosystèmes ne peuvent pas être entièrement restaurés du jour au lendemain. La restauration est un processus à long terme qui nécessite des étapes réfléchies avant de pouvoir commencer la mise en œuvre avec des perspectives solides de résultats durables. Ces mesures constituent des éléments de base qui, avec le temps, jettent les bases de la durabilité des actions de restauration. Si cela est bien fait, cela aidera à générer le plus de bienfaits possibles.

Les personnes, les communautés, les institutions et d'autres contributeurs, y compris dans le cas du baromètre, les gouvernements nationaux ou infranationaux, doivent examiner attentivement ce qui peut et doit être mis en place pour faciliter au mieux la restauration. Conformément aux quatre premiers indicateurs « d'action » du baromètre, les éléments essentiels pour permettre et soutenir les actions de restauration comprennent des politiques et des dispositions institutionnelles bien conçues, une planification technique approfondie, des flux de financement sécurisés et des systèmes de suivi robustes.

16 Cependant, le résultat dans la pratique varie d'un pays à l'autre et dépend du contexte. La section suivante met en évidence certaines des diverses approches que les pays adoptent pour poser les fondations de leurs actions de restauration.

Le baromètre a été utile en Colombie pour montrer les progrès qui avaient été faits et aussi pour identifier les autres indicateurs et catégories que nous devrions explorer. Il nous montre ce qui a été fait, et là où nous devons aller.

FABRICIO ASTUDILLO, IUCN, COLOMBIA





Stratégie nationale de la mangrove au Mozambique

Le delta du Zambèze, qui rejoint l'océan au milieu de la côte mozambicaine, contient près de 180 km de mangroves continues. Ce littoral massif comprend 50 % de la mangrove du Mozambique et est l'une des plus grandes mangroves d'Afrique et de l'océan Indien occidental. Au total, les mangroves du Mozambique couvrent 396 080 hectares, dont certaines poussent jusqu'à 50 km à l'intérieur des terres et jusqu'à 30 m en hauteur.²

Réparties sur un grand nombre de territoires, les mangroves du Mozambique ont diminué à un rythme de 18,2 km² par an au cours des dernières décennies, principalement en raison du tourisme et du développement urbain et industriel.³ Pour y remédier, en mai 2020, le gouvernement national du Mozambique a formellement cimenté la stratégie de gestion de la mangrove 2020-2024 par une politique via la [Résolution n° 33/2020](#). Son objectif principal est de coordonner les efforts de restauration aux différents niveaux de l'État et de définir les actions à entreprendre, en mettant en place des objectifs tant qualitatifs que quantitatifs à l'échelle nationale pour la restauration et la gestion durables des mangroves.

5 000 hectares devaient être restaurés d'ici 2022 dans le cadre de la Stratégie et, après sa mise en place, le gouvernement mozambicain

a lancé le Programme national de restauration des mangroves axé sur sa mise en œuvre effective. De nombreux acteurs (autorités locales, ONG, société civile, universités et instituts de recherche) participent à la mise en œuvre des objectifs de la Stratégie, notamment l'Institut océanographique du Mozambique, le Projet des forêts bleues du FEM, Sathuma et l'association de pépinières de mangroves de Mecufi. Et, avec le développement durable au cœur de la politique, la participation de la communauté aux activités de restauration est une priorité, en encourageant par exemple la participation aux associations communautaires, en créant des pépinières de semences de mangroves et en plantant de jeunes plants. En juin 2022, plus de 75 % de l'objectif de 5 000 hectares avait été atteint, avec un élan accru pour atteindre 100 % à la fin de l'année.⁴

Programme de développement de l'économie verte de la République kirghize pour 2019-2023

Située au cœur des montagnes d'Asie centrale, la République kirghize ressent déjà les effets du changement climatique. Les glaciers qui entourent ses frontières, représentant environ 4 % du territoire du pays, se rétrécissent rapidement et d'autres risques croissants liés au climat comprennent la sécheresse, les glissements de terrain et de boue, les crues soudaines et les crues de lacs glaciaires.⁵ De plus, les pratiques agricoles non durables ont considérablement dégradé la productivité de l'utilisation des terres et ont nui à la biodiversité du pays.⁶

En 2018, la République kirghize a approuvé le [Concept d'économie verte en République kirghize](#) et a créé un conseil public pour faciliter le développement d'une économie verte. Dans le but d'atténuer les impacts négatifs du changement climatique et d'orienter la transition économique du pays vers la durabilité, ce concept couvre plusieurs grands objectifs sectoriels, y compris l'agriculture verte et la protection de la diversité biologique.

En ce qui concerne l'agriculture, la politique cible la dégradation et la restauration des terres, en mettant l'accent sur la conservation de l'eau. Les directives données pour protéger et remettre en état les écosystèmes vitaux sont axées sur l'engagement des communautés à protéger la biodiversité la plus proche, et sur la mise en place d'un soutien financier à la recherche et au suivi pour éclairer les efforts de politique et de conservation.

La mise en œuvre de cette politique a été guidée par un plan d'action élaboré par le gouvernement de la République kirghize et facilitée par des initiatives telles que le Partenariat pour l'action sur l'économie verte des Nations Unies, qui entreprend des activités comprenant le renforcement des capacités individuelles et institutionnelles et aligne les efforts du pays sur les objectifs de développement durable des Nations Unies.⁷

Des politiques comme le concept d'économie verte créent les cadres et aident à libérer les ressources qui stimulent les actions de restauration et facilitent des résultats positifs pour les écosystèmes et les populations. En 2022, la République kirghize a signalé au baromètre de restauration que plus de 135 000 hectares de terres étaient en cours de restauration et que 3 368 emplois équivalents temps plein avaient été créés grâce à des activités de restauration, et que ces résultats positifs avaient été facilités par des politiques gouvernementales proactives.

INDICATEUR | ÉCOSYSTÈMES



INDICATEUR | ÉCOSYSTÈMES





Plan National de la Colombie pour la Restauration écologique, la réhabilitation et la restauration des zones dégradées (PNR)

La Colombie, abritant une grande partie de l'Amazonie à l'intérieur de ses frontières, est le deuxième pays le plus prospère au monde. Mais bien que plus de 16 % du territoire terrestre du pays et 17 % des zones marines et côtières soient désignées Zones protégées, le pays est confronté à des pressions considérables sur ses écosystèmes en raison de l'urbanisation, de l'expansion de l'agriculture, de l'élevage de bétail et du développement des infrastructures.⁸

Le gouvernement colombien doit trouver un équilibre entre les besoins des populations rurales et la nécessité urgente de préserver la biodiversité et de réduire les émissions de carbone dans l'atmosphère. Bon nombre des zones protégées du pays sont actuellement menacées car les populations vivant dans les zones environnantes, qui cherchent à accéder aux ressources naturelles vitales dans ces zones, entraînent la déforestation

et d'autres formes de dégradation des écosystèmes.

En 2014, le gouvernement a rejoint l'Initiative 20x20, une initiative régionale contribuant au Défi de Bonn, avec un engagement pris conjointement par le ministère du Développement durable de l'environnement et le ministère de l'Agriculture et du développement rural pour restaurer un million d'hectares de terres dégradées d'ici 2020. Le gouvernement colombien a consolidé cet engagement en 2015, mettant en œuvre le Plan Nacional de Restauración : Restauración Ecológica, Rehabilitación y Recuperación de Áreas Disturbadas (PNR) (Plan national de restauration, de réhabilitation et de récupération écologiques des zones dégradées).

Cette politique vise à la fois à soutenir les objectifs 20x20 et à promouvoir la diversité biologique et la répartition équitable des ressources entre les communautés par la restauration, la remise en état et la réhabilitation. Le PNR s'étend sur 20 ans, il se concentre sur la planification au cours des

huit premières années, puis sur le développement des capacités par le biais de projets pilotes et de partage des connaissances entre les principales parties prenantes de la société civile, du secteur privé et du gouvernement. Les stratégies spécifiques du plan comprennent la création de zones forestières protégées, la plantation d'espèces d'arbres indigènes, la gestion des espèces invasives, la restauration assistée et passive des forêts, la gestion communautaire des terres et de la foresterie, et la reconstruction des zones humides.

En intégrant les objectifs de restauration dans la politique nationale, les gouvernements peuvent s'assurer que des mesures sont prises et que des progrès sont réalisés pour atteindre ces objectifs. Depuis 2014, près de 560 000 hectares de terres ont été restaurés en Colombie selon les données soumises au baromètre de restauration, y compris des terres agricoles et des forêts, et le pays continue de protéger ses milieux terrestres et marins.

Contributions déterminées au niveau national

Les climatologues s'entendent sur le fait que la préservation et la restauration de la nature sont essentielles pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C.⁹ Par exemple, les tourbières, qui ne couvrent que 3 % des terres, sont un puits de carbone majeur, stockant deux fois plus de carbone que les forêts du monde. Cependant, lorsqu'elles sont drainées, les tourbières deviennent une source de carbone et représentent actuellement environ 10 % de toutes les émissions de combustibles fossiles.¹⁰ En outre, les forêts ont une fonction vitale dans la stabilité du climat car elles régulent l'eau, les nutriments et les cycles du carbone de la planète.

Pour ces raisons, il est impératif que le rôle de la restauration soit reconnu dans les objectifs d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique des pays introduits par l'Accord de Paris de 2015, intitulés Contributions déterminées au niveau national (CDN). Par exemple, les approches de restauration des paysages forestiers (RPF) englobent de nombreuses activités rentables de gestion des terres qui combattent les facteurs de déforestation et de dégradation tout en cherchant à solutionner la crise du changement climatique.¹¹

En s'engageant à atteindre des objectifs ambitieux dans leurs politiques, les gouvernements signalent leur engagement en faveur de mesures de restauration, ce qui contribue à une mise en œuvre généralisée. En outre, l'inclusion de la restauration dans les CDN ajoute une responsabilité internationale aux objectifs.

Le Bangladesh et le Sri Lanka déclarent actuellement au baromètre de

restauration en incluant des objectifs de restauration dans leurs CDN. Dans ce cadre, le Bangladesh s'est engagé à restaurer les forêts dégradées et à entreprendre le reboisement et la réhabilitation des zones côtières et des îles, tandis que les engagements de restauration du Sri Lanka comprennent l'augmentation de son couvert forestier de 32 % d'ici 2030.

En 2022, le Sri Lanka a signalé que 5 241 hectares sont en cours de restauration dans tout le pays, dont plus de 99 % dans des écosystèmes forestiers et boisés. Au Bangladesh, 44 % des 198 332 hectares en cours de restauration se trouvent dans les écosystèmes côtiers et mangroves, et 38 % dans les forêts et zones boisées.

LE SRI LANKA S'EST ENGAGÉ À AUGMENTER SA COUVERTURE FORESTIÈRE DE

32 % d'ici 2030

INDICATEUR | ÉCOSYSTÈMES



INDICATEUR | ÉCOSYSTÈMES



Mesures d'atténuation appropriées au niveau national pour le café du Costa Rica (MAAN)

La production de café est au centre de l'histoire du Costa Rica, une source majeure de richesse nationale. Aujourd'hui, la production représente près de 8 % de la production nationale (PIB), emploie jusqu'à 150 000 personnes pendant la récolte et reste un élément clé du patrimoine et des moyens de subsistance du peuple costaricain.¹²

Cependant, la production de café contribue à 10 % des émissions totales de gaz à effet de serre du pays – un défi pour l'objectif national ambitieux de zéro net de décarbonisation complète d'ici 2050. Conscient de son importance pour la prospérité économique et culturelle, le gouvernement a cherché à réduire l'empreinte carbone de l'industrie et à promouvoir et institutionnaliser la production durable de café par la mise en œuvre de Mesures d'atténuation appropriées au niveau national pour le café (MAAN Café), dans le cadre d'un processus participatif entre 2014 et 2023.

MAAN Café comprend la promotion des systèmes agroforestiers auprès des agriculteurs locaux, l'augmentation de la fertilité des sols, l'amélioration de la gestion des eaux usées pour réduire le ruissellement chimique dans les systèmes d'eau et la réduction de l'utilisation d'engrais – qui ont tous des répercussions sur les écosystèmes environnants.

Bien que le plan vise à mettre en œuvre une production de café durable et à faible émission de carbone, cela ne peut pas se faire sans que les bonnes fondations soient d'abord posées. À ce titre, le MAAN Café se concentre sur le renforcement des capacités techniques et institutionnelles, la collecte de données et le partage des connaissances. Des conseils techniques et politiques sont également fournis aux principales parties prenantes du secteur privé et la coordination et la coopération entre les organismes gouvernementaux compétents tels que le ministère de l'Agriculture et de l'élevage, le ministère de l'Environnement et l'Institut du café du Costa Rica (ICAFE) sont approfondies

grâce à des initiatives nationales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Grâce à cette planification étendue, les structures sont mises en place pour assurer la réussite à long terme. Par exemple, les producteurs de café et les exploitants de moulins reçoivent les connaissances nécessaires pour amorcer la transition vers une production durable de café, y compris la façon d'utiliser les engrais efficacement et avec un impact minimal sur l'environnement, la lutte contre les ravageurs et les mauvaises herbes, ainsi que les avantages de l'introduction d'arbres d'ombrage dans les fermes (c.-à-d. l'agroforesterie).

Le succès de la planification se voit dans les résultats, et à partir de 2022, le Costa Rica a signalé 498 279 hectares en cours de restauration, dont 11 % sont des terres agricoles et des écosystèmes de zones à usage mixte.

À la fin de 2021, 3,6 millions d'euros avaient été alloués aux opérations locales.

Études forestières nationales au Kazakhstan et projets de boisement

Le Kazakhstan abrite l'une des plus grandes zones forestières de la région d'Europe et d'Asie centrale, bien qu'elle ne couvre que 5 % des terres du pays. Ces forêts, qui s'étendent sur les bassins fluviaux et les montagnes, et comprennent des arbres épineux et des buissons, fournissent des services et des ressources vitales aux humains et aux animaux du pays.¹⁴

Étant donné que la majorité des gens vivent dans les forêts ou à proximité, il existe un lien profond avec l'écosystème et son importance pour la prospérité du Kazakhstan est bien comprise. Malgré cela, les forêts restent menacées par les impacts liés au changement climatique. Ceux-ci comprennent la sécheresse et l'activité humaine tels que la construction de routes, la mauvaise gestion des ressources et les industries polluantes.¹⁵

Pour faire face à ces menaces et préserver les forêts pour les générations futures, le gouvernement met en œuvre des enquêtes forestières à l'échelle nationale dans les aires protégées du Kazakhstan pour aider à concevoir des projets de boisement gérés par l'État et identifier les zones clés pour l'investissement et la collecte de données, afin d'éclairer les actions politiques futures.

Les enquêtes comprennent la cartographie de toutes les régions clés, l'évaluation des travaux de reboisement

antérieurs, l'identification des zones qui doivent être restaurées et l'élaboration de plans de gestion forestière grâce à la participation des parties prenantes au niveau local et au niveau des États. Elles servent de base aux politiques nationales et produisent un ensemble de critères et d'indicateurs pour la gestion durable des forêts à l'échelle du pays.

Alors que près de 2,9 millions de tonnes¹⁶ de CO2 sont capturées chaque année par les forêts du Kazakhstan, cet exercice de cartographie représente une étape critique pour le pays alors qu'il cherche à atteindre son objectif 2030 de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 15 %.¹⁷ À ce jour, plus de 575 000 hectares de terres sont en cours de restauration au Kazakhstan, principalement dans les forêts et les terres boisées, ce qui ne serait pas possible sans la planification approfondie démontrée par ces études et évaluations.

INDICATEUR ÉCOSYSTÈMES



INDICATEUR ÉCOSYSTÈMES



Méthodologie d'évaluation des opportunités de restauration (ROAM)

On sait que la restauration de vastes superficies de terres dégradées et déboisées peut contribuer aux économies locales et nationales, piéger des quantités importantes de carbone, renforcer l'approvisionnement en nourriture et en eau potable et sauvegarder la biodiversité.¹⁸ Pour ces raisons, il est essentiel que les gouvernements disposent de conseils sur la meilleure façon d'allouer les ressources à la restauration des environnements à grande échelle, afin de maximiser l'impact de manière efficace et efficiente.

Pour remplir ce rôle, l'UICN et l'Institut des ressources mondiales (WRI) ont développé [la Méthodologie d'évaluation des opportunités de restauration \(MEOR\)](#), un outil dynamique conçu pour aider les pays à maximiser leurs efforts de restauration nationaux ou infranationaux.

En fournissant des informations vitales sur les zones prioritaires pour la restauration, les types d'intervention les plus réalisables, les options de financement et d'investissement et l'analyse de la mesure dans laquelle les zones ciblées sont prêtes pour la restauration (par exemple, s'il existe des politiques de soutien et des programmes de renforcement des capacités), MEOR guide les pays vers des stratégies robustes de restauration du paysage forestier adaptées à leur contexte unique. Le Kenya, le Malawi, le Ghana, le Costa Rica, le Salvador et le Guatemala ne sont que quelques-uns des pays déclarant au baromètre de restauration qui ont incorporé cette méthodologie dans leurs actions de restauration.

Au Rwanda, l'évaluation de MEOR a classé le pays en différentes zones agroécologiques et indiqué les zones les plus fortement dégradées ou sensibles à la dégradation grâce à des cartes à haute résolution. Ces cartes ont depuis été utilisées comme point de référence pour la planification de la restauration nationale, les environnements identifiés comme les plus dégradés,

avec des préoccupations politiques et économiques élevées, étant considérés comme prioritaires. La province à l'est du pays en est un exemple, qui contient la plus grande superficie de terres agricoles et est très vulnérable à l'aggravation de la sécheresse. Par la suite, le programme "Transformer la province de l'Est par l'adaptation" (TREPA) a été créé en 2021, visant à restaurer les écosystèmes et à transformer les paysages fragiles dans la province de l'Est, parallèlement au développement des moyens de subsistance associés aux produits agricoles et forestiers gérés de manière durable.

Une planification minutieuse garantit que la restauration a lieu dans les endroits les plus optimaux et peut permettre aux gouvernements d'orienter les ressources là où elles sont nécessaires. En utilisant des outils de planification tels que MEOR, le Rwanda a pu faire progresser ses actions de restauration. En 2022, le pays a signalé 597718 hectares en cours de restauration, sur des terres agricoles, des forêts et des marécages.

L'application Kenya Regreening Africa

Les changements défavorables dans l'utilisation des terres, y compris la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse, affectent la région subsaharienne de l'Afrique plus que toute autre région du monde.¹⁹ La région, largement rurale, est fortement tributaire de l'industrie agricole, un moteur clé de la dégradation des sols et des terres, qui continue de s'étendre pour soutenir une population africaine en croissance rapide.

Au Kenya, l'agriculture est une composante centrale de l'économie, générant un tiers du produit intérieur brut (PIB) du pays et employant 40 % de la main-d'œuvre totale.²⁰ L'expansion des techniques agricoles respectueuses du climat ainsi que la restauration des terres dégradées auront un impact considérable sur la capacité du Kenya à soutenir durablement sa croissance économique.

En 2019, en partenariat avec l'application [Regreening Africa](#), le Kenya s'est fixé pour objectif de restaurer 150 000 hectares de terres dégradées. Développée par World Agroforestry (ICRAF), l'application recueille des informations sur la gestion des terres et la santé des forêts auprès des agriculteurs qui vivent et travaillent sur ces terres, augmentant ainsi la transparence dans la manière dont les activités de restauration sont mises en œuvre et surveillées. Les agriculteurs peuvent déclarer des informations comme le nombre et le type d'arbres plantés, les taux de survie des arbres et les espèces qui sont plantées et restaurées. En outre, des données sont collectées sur les pratiques de gestion

de la régénération naturelle gérée par les agriculteurs (FMNR), les programmes de formation offerts aux agriculteurs, ainsi que le nombre de femmes et de jeunes qui ont bénéficié de projets de restauration.

Depuis son lancement, le suivi des actions de restauration a été rationalisé et l'application a contribué à faciliter le perfectionnement et la requalification ciblés des agriculteurs locaux. Sa capacité unique à surveiller en temps réel, à impliquer les parties prenantes locales et à identifier efficacement les obstacles à l'utilisation durable des terres, a ouvert la voie à un développement qui accorde la priorité aux besoins de la population kényane tout en protégeant ses ressources naturelles vitales.

Cela se voit dans les données communiquées au baromètre de restauration : à ce jour, plus de 231 000 hectares de terres agricoles et de zones mixtes sont en cours de restauration au Kenya et 300 000 emplois équivalents temps plein ont été créés grâce aux actions de restauration

INDICATEUR | ÉCOSYSTÈMES



INDICATEUR | ÉCOSYSTÈMES





Plateforme de suivi de la restauration du paysage forestier du Guatemala

Le Guatemala est bien connu pour ses pyramides et ses forêts anciennes, qui couvrent plus d'un tiers du territoire du pays. Les pyramides de Tikal, classées au patrimoine mondial de l'UNESCO, se trouvent au cœur de la réserve de biosphère maya du Guatemala, la plus grande forêt naturelle survivante de Méso-Amérique.²¹

Malgré ses merveilles naturelles et historiques, le pays est exposé à un risque élevé de perte de biodiversité en raison des pressions associées à la déforestation et à la dégradation des terres. Environ 33 % de la superficie du Guatemala est recouverte de forêts – une diminution significative par rapport à un taux de 50 % de couverture forestière en 1950.²²

Pour mieux comprendre les changements dans la couverture terrestre et la santé des forêts, l'Institut national guatémaltèque des forêts a commencé à utiliser l'imagerie satellitaire de pointe pour suivre les changements au fil du temps. Les données sont accessibles via la plateforme [Guatemala's Forest Landscape Restoration](#), où les informations sont gratuites pour le public, et les utilisateurs peuvent suivre les différentes actions de restauration, tels que l'agroforesterie, la conservation dans les aires protégées et les projets de plantation forestière.

Selon les données fournies au baromètre, 379 192 hectares de terres sont actuellement en cours de restauration au Guatemala, dont 92 % se trouvent dans des écosystèmes forestiers et boisés. Dans le cadre de ces actions, des interventions telles que l'agroforesterie, la sylviculture, la régénération naturelle et les forêts plantées sont mises en œuvre.

Le suivi des progrès de la restauration grâce à l'utilisation de satellites permet aux principales parties prenantes d'accéder à des informations sur le nombre total de projets de restauration au Guatemala, démontrant au fil du temps comment les ressources sont allouées et si elles produisent ou non l'impact prévu. De cette manière, il est utilisé pour éclairer la politique et la stratégie aux niveaux national et infranational afin d'atteindre des objectifs de restauration solides.



ENVIRON 33%
de la superficie du Guatemala est recouverte de forêts, une baisse importante par rapport à un taux de 50 % de couverture forestière en 1950.



Bangladesh Mangroves pour le futur

Le Bangladesh, un delta de faible altitude avec un vaste réseau fluvial, abrite la réserve forestière de Sundarbans, l'une des plus grandes forêts de mangroves au monde, qui s'étend sur environ 140 000 hectares, et la seule forêt de mangroves où vivent des tigres.

Ces mangroves fournissent des ressources essentielles à de nombreuses communautés côtières bangladaises, y compris l'eau et la sécurité alimentaire. Ainsi, la protection des eaux de crue, et donc leur entretien et leur restauration, sont une question de vie ou de mort pour beaucoup. Cela est d'autant plus vrai que le Bangladesh est parmi les pays les plus vulnérables au monde aux catastrophes naturelles induites par le changement climatique, telles que les cyclones et les inondations²³, et que des estimations prudentes suggèrent que 25 millions de personnes pourraient être déplacées du littoral d'ici 2050.²⁴

En 2017, le Bangladesh s'est engagé à restaurer 0,75 million d'hectares dans le cadre du Défi de Bonn, reconnaissant les avantages des programmes de restauration des paysages forestiers, y compris la restauration des mangroves menée par la communauté. Pour suivre la mise en œuvre de la restauration des mangroves et de la gestion durable des écosystèmes côtiers, la plateforme

Mangroves for the Future (MFF) – une collaboration entre l'UICN et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) – est utilisée au Bangladesh.

Utilisée dans tous les projets, la MFF facilite le partage des connaissances, renforce les institutions de gestion intégrée des zones côtières et intègre le rôle de la société civile dans la prise en charge du processus de restauration et de gestion, en leur donnant une plus grande participation aux résultats.

À ce jour, la MFF a soutenu la réhabilitation de 125 hectares de mangroves par le biais de ses petites et moyennes subventions, qui soutiennent des initiatives fournissant des démonstrations pratiques d'une gestion efficace du littoral en action. Ce type de projet a aidé à fournir un abri contre les tempêtes pour les villages voisins, ainsi que des fonctions d'habitat et de pépinière pour les poissons et les oiseaux.²⁵

INDICATEUR | ÉCOSYSTÈMES



INDICATEUR | ÉCOSYSTÈMES



Financement

Sans sources de financement adéquates, les cibles et les objectifs de restauration énoncés dans les politiques, la planification pour s'assurer que la restauration se produit aux bons endroits et les processus de suivi qui cartographient les progrès ne sont pas possibles.

Dans de nombreux cas, les fonds consacrés à la restauration peuvent être directement affectés au développement d'emplois verts. Au Costa Rica, au Mexique et au Guatemala, par exemple,

la majeure partie du financement de la restauration provient d'incitations gouvernementales et un lien clair peut être établi entre ces dépenses et la création d'emplois.

De plus, le financement peut être destiné à des associations ou à des instituts de recherche particuliers qui facilitent la mise en œuvre de la restauration. Au Mozambique, Eden Reforestation, une association, emploie des communautés locales pour mettre en œuvre la restauration des mangroves.

Pays	Montant du financement (USD)	% du financement
Bangladesh	18,966,512,226	
Total national philanthropique et sans but lucratif	-	-
Total de dépenses publiques intérieures	12,213,500,718	64.4%
Total de l'appui des donateurs internationaux	361,011,508	1.9%
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	6,392,000,000	33.7%
Cameroun	102,275,589	
Total national philanthropique et sans but lucratif	-	-
Total de dépenses publiques intérieures	35,427,161	34.6%
Total de l'appui des donateurs internationaux	53,926,898	52.7%
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	12,921,530	12.6%
Costa Rica	496,188,440	
Total national philanthropique et sans but lucratif	-	-
Total de dépenses publiques intérieures	468,929,404	94.5%
Total de l'appui des donateurs internationaux	27,259,036	5.5%
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	-	-
Salvador	286,847,998	
Total national philanthropique et sans but lucratif	42,762,194	14.9%
Total de dépenses publiques intérieures	90,214,547	31.5%
Total de l'appui des donateurs internationaux	78,632,655	27.4%
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	75,238,602	26.2%
Ghana	241,300,814	
Total national philanthropique et sans but lucratif	49,762	<1%
Total de dépenses publiques intérieures	43,035,381	17.8%
Total de l'appui des donateurs internationaux	176,201,375	73%
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	22,014,296	9.1%
Guatemala	352,881,390	
Total national philanthropique et sans but lucratif	-	-
Total de dépenses publiques intérieures	181,937,538	51.6%
Total de l'appui des donateurs internationaux	15,795,007	4.5%
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	155,148,846	44%

Pays	Montant du financement (USD)	% du financement
Kazakhstan	51,816,373	
Total national philanthropique et sans but lucratif	-	-
Total de dépenses publiques intérieures	50,248,158	97%
Total de l'appui des donateurs internationaux	1,568,215	3%
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	-	-
Kenya	781,311,240	
Total national philanthropique et sans but lucratif	198,003	<1%
Total de dépenses publiques intérieures	94,585,619	12.1%
Total de l'appui des donateurs internationaux	684,323,761	87.6%
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	2,203,857	<1%
Kirghizistan	64,411,000	
Total national philanthropique et sans but lucratif	-	-
Total de dépenses publiques intérieures	64,411,000.00	100%
Total de l'appui des donateurs internationaux	-	-
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	-	-
Malawi	561,386,990	
Total national philanthropique et sans but lucratif	-	-
Total de dépenses publiques intérieures	205,054,220	36.5%
Total de l'appui des donateurs internationaux	356,330,670	63.5%
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	2,100	<1%
Mexique	3,266,919,519	
Total national philanthropique et sans but lucratif	-	-
Total de dépenses publiques intérieures	3,266,919,519	100%
Total de l'appui des donateurs internationaux	-	-
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	-	-
Mozambique	8,227,952	
Total national philanthropique et sans but lucratif	-	-
Total de dépenses publiques intérieures	45,841	<1%
Total de l'appui des donateurs internationaux	8,102,111	98.5%
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	80,000	1%
Rwanda	904,823,184	
Total national philanthropique et sans but lucratif	717,564	<1%
Total de dépenses publiques intérieures	161,358,950	17.8%
Total de l'appui des donateurs internationaux	734,674,450	81.2%
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	8,072,220	<1%
Tadjikistan	21,128,270	
Total national philanthropique et sans but lucratif	-	-
Total de dépenses publiques intérieures	68,180	<1%
Total de l'appui des donateurs internationaux	21,041,490	99.6%
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	18,600	<1%
Ouganda	228,316,000	
Total national philanthropique et sans but lucratif	1,000,000	<1%
Total de dépenses publiques intérieures	7,076,000	3.1%
Total de l'appui des donateurs internationaux	148,570,000	65%
Total des investissements privés (y compris la microfinance et les investissements à impact)	71,670,000	31.4%
Total général	26,334,346,985	

Créer de l'impact

Les bénéfices des actions de restauration sont nombreux et, dans plusieurs cas, ils peuvent affecter positivement les environnements et les écosystèmes au-delà de la zone immédiate du projet. La restauration effectuée au mieux sera durable, ce qui signifie qu'elle aura des avantages environnementaux, sociaux et économiques positifs qui se produiront et continueront de s'écouler au fil du temps.

En ce qui concerne la dimension environnementale, cela inclut l'amélioration de la santé des sols et de la qualité de l'eau, et le renforcement des écosystèmes afin qu'ils deviennent une défense naturelle contre les phénomènes météorologiques extrêmes, comme les inondations. La restauration peut également avoir un impact positif sur la biodiversité, tant dans les zones immédiates que dans les zones environnantes plus larges.

En outre, les projets de restauration sont étroitement liés aux personnes qui vivent à ces endroits ou à proximité, ce qui signifie que des opportunités peuvent être créées pour les communautés locales soutenant les actions de restauration.

En fait, comprendre comment la restauration affecte les populations locales est fondamental pour son succès à long terme.

En tant que telle, la restauration des écosystèmes est étroitement liée au développement durable et contribue directement aux Objectifs de développement durable des Nations Unies 1, 2, 6, 13, 14 et 15, en créant des emplois et des chaînes de valeur durables ; en améliorant la sécurité alimentaire et la diversité alimentaire ; en augmentant la disponibilité de l'eau ; en fournissant du bois énergie pour la cuisine ; en atténuant les effets du changement climatique et en améliorant la résilience des systèmes écologiques et sociaux. Elle peut également contribuer à la réalisation de l'objectif 16 en augmentant la disponibilité des ressources naturelles.

La section suivante met en évidence les différents impacts que la restauration peut avoir, comme le démontrent les quatre indicateurs « d'impact » du baromètre : superficie des terres en cours de restauration, séquestration du carbone pour l'atténuation du changement climatique, avantages pour la biodiversité et impacts socio-économiques.

« Le Baromètre nous a aidés à récolter des informations sur nos impacts et progrès de restauration sur tout le spectre : l'impact socioéconomique, le climat, la biodiversité et bien plus encore. Il a aussi renforcé les efforts entre les secteurs public et privé, et a donné lieu à une meilleure participation des parties prenantes dans des initiatives à fort impact, comme Green Ghana. »

KWAME AGYEI, FOREST SERVICES DIVISION, FORESTRY COMMISSION, GHANA

Impact



Action



Superficie des terres en cours de restauration

Au cours des dernières décennies, le public a accordé une grande attention à la restauration des forêts, alors que les gouvernements et d'autres acteurs cherchent à restaurer les écosystèmes forestiers qui ont été défrichés par les pressions humaines comme l'exploitation forestière, l'exploitation minière et l'agriculture. Malgré l'importance des écosystèmes forestiers, la restauration ne se limite pas aux forêts : elle peut se dérouler dans différents types d'écosystèmes à l'intérieur des pays, et diverses approches sont utilisées d'un pays à l'autre.

Le baromètre de restauration est unique, car il encourage les utilisateurs à soumettre des données et à suivre les progrès sur jusqu'à huit écosystèmes, s'ils sont présents dans un pays. Pour ce faire, il recueille des données sur les « hectares en cours de restauration », c'est-à-dire la zone (en hectares) où la fonctionnalité (capacité à fournir des biens et des services écosystémiques) a été améliorée par la restauration (pas seulement la zone d'intervention directe). En outre, les utilisateurs du baromètre suivent les types d'interventions de restauration entreprises, par exemple la régénération artificielle, l'agroforesterie, la protection des terres et des eaux, l'amélioration de l'habitat des espèces sauvages indigènes, et plus encore.

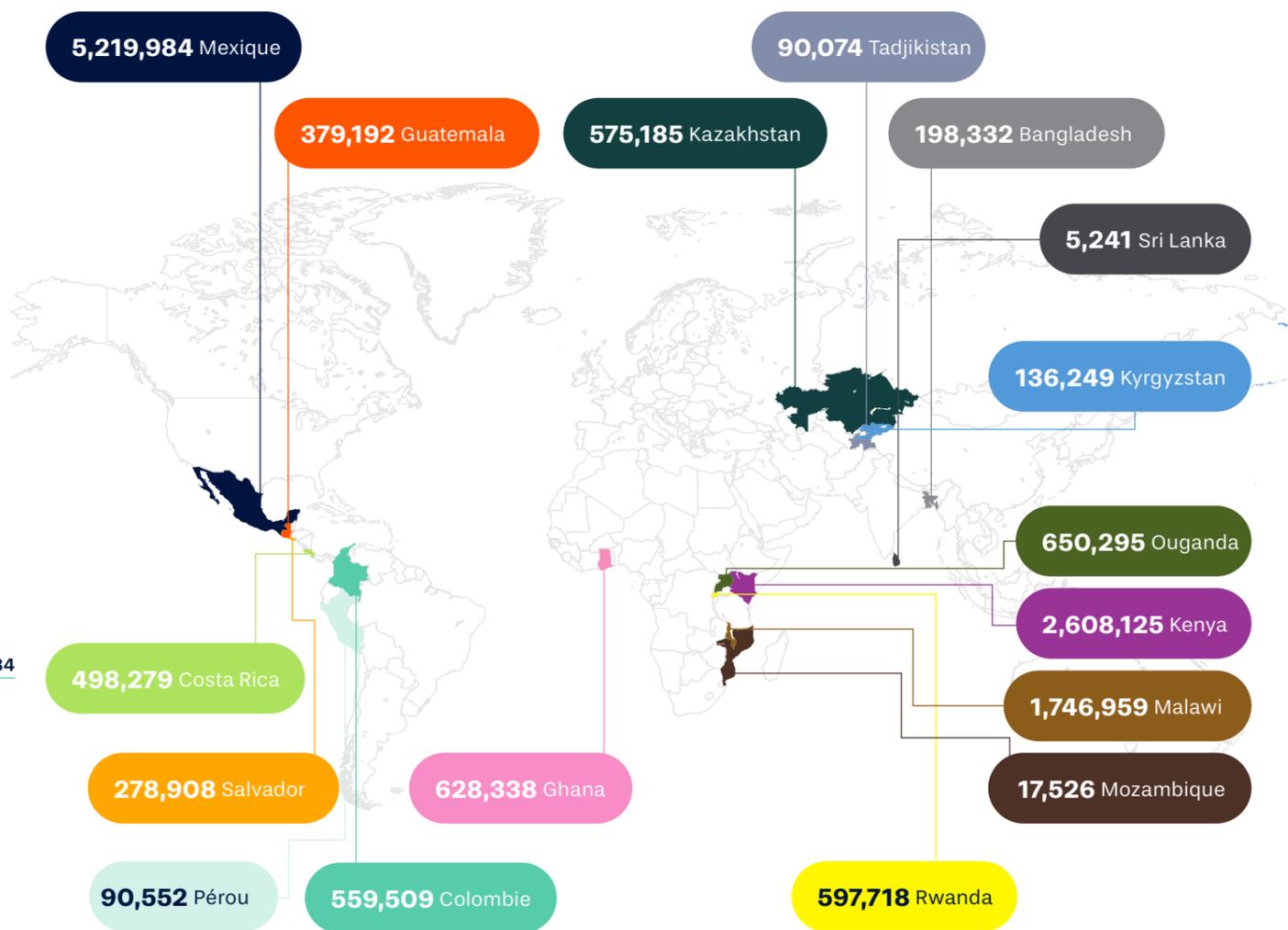
Maintenant que le baromètre est en mesure de saisir et de rendre compte des progrès réalisés dans les différents types d'écosystèmes, il est évident que les pays progressent dans un certain nombre de types d'écosystèmes, tels que les terres agricoles et les zones mixtes, les déserts, les prairies et les zones humides. Les futurs rapports montreront une répartition encore plus large des progrès entre les différents types d'écosystèmes.

Hectares en cours de restauration par type d'écosystème



Hectares en cours de restauration par pays

HECTARES MONDIAUX EN COURS DE RESTAURATION
14,240,519



La restauration comme atténuation du changement climatique

La restauration ne consiste pas seulement à améliorer le fonctionnement naturel des écosystèmes ; elle peut également être un outil d'atténuation du changement climatique. Au fur et à mesure que les efforts de restauration s'étendent sur les hectares, la quantité de potentiel de séquestration du carbone des écosystèmes augmente. Cela se produit de diverses manières,

par exemple en plantant ou en éliminant les menaces pesant sur les mangroves, en éliminant les espèces invasives des forêts de varech, en augmentant la matière organique du sol, en laissant les forêts dégradées se régénérer naturellement et en mouillant à nouveau les tourbières drainées.

Neuf pays ayant répondu au baromètre en 2022 ont enregistré les résultats de

la séquestration du carbone de leurs actions de restauration jusqu'à présent, totalisant plus de 145 millions de tCO₂.



Avantages pour la biodiversité

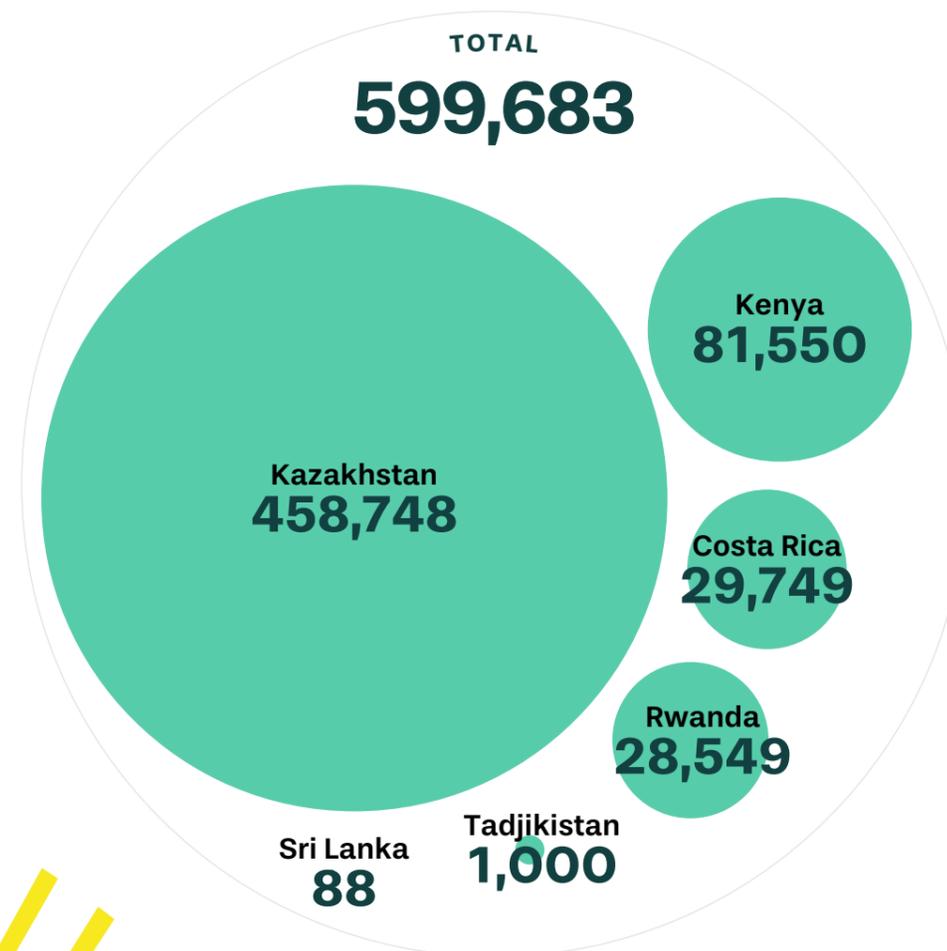
Les écosystèmes et la biodiversité sont profondément interconnectés. Lorsque les écosystèmes sont sujets à la dégradation et à la destruction, la richesse et la diversité des espèces de ces zones en souffrent. Sans un large éventail d'animaux, de plantes et de micro-organismes, la santé et le fonctionnement des écosystèmes en souffrent également.

Il est donc important que les actions de restauration portent sur la manière dont la biodiversité peut être améliorée et soutenue. Le baromètre de restauration suit les avantages pour la biodiversité au fil du temps en encourageant les utilisateurs à rendre compte de la Liste mondiale rouge des espèces menacées de l'UICN, des zones protégées, des zones clés pour la biodiversité (ZCB) et plus encore, avec un accent particulier sur les espèces menacées. En outre, le baromètre cherche à identifier les chevauchements entre les zones en cours de restauration et les ZCB.

« Plusieurs projets du Rwanda se sont focalisés sur la création et l'expansion de zones tampons pour sauvegarder la biodiversité, ainsi que la reconversion et la restauration de plusieurs zones en parcs nationaux. »

EPHREM IMANIRAREBA, PROGRAMME DE RESTAURATION DES ÉCOSYSTÈMES FORESTIERS, RWANDA

Hectares qui devraient contribuer de manière importante à la conservation d'espèces menacées



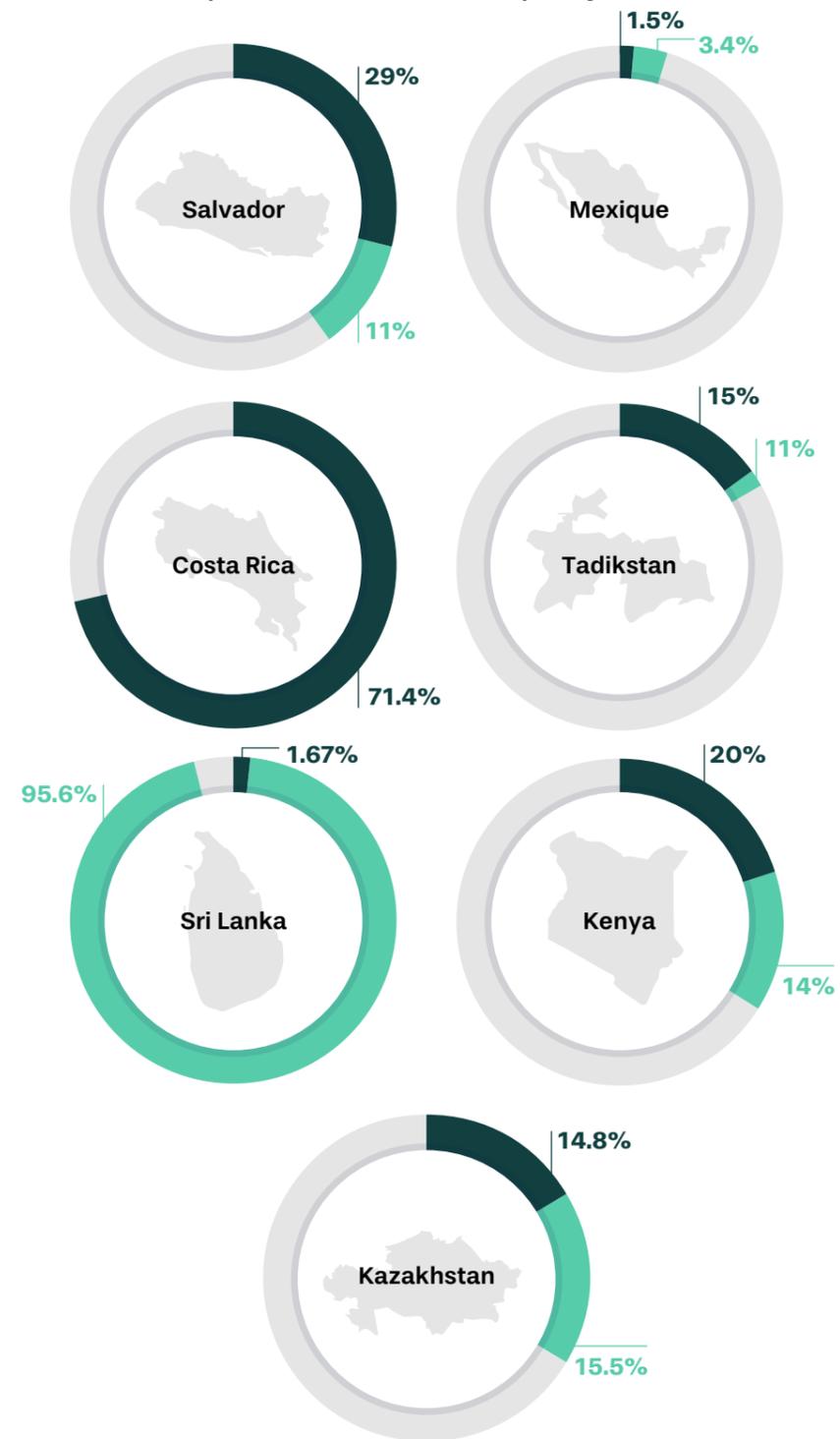
COUP DE PROJECTEUR SUR LE Mexique

Au Mexique, 87 % des espèces identifiées comme bénéficiant des actions de restauration sont catégorisées dans la « Norma Oficial Mexicana 059 SEMARNAT 2010 » nationale, qui identifie les espèces ou populations de flore et faune sauvages à risque dans le pays.

Parmi celles-ci, plus de la moitié (53 %) sont considérées comme étant en danger d'extinction. Le serpent à sonnette trans-volcanique (*Crotalus Triseriatus*) est l'espèce dont l'habitat a le plus bénéficié de la restauration, suivi par la conure à gros bec (*Rhynchopsitta Pachyrhyncha*).



% de la superficie en cours de restauration officiellement désignée comme zone clé pour la biodiversité et zone protégée



● % de la superficie en cours de restauration officiellement désignée comme zone clé pour la biodiversité
 ● % de la superficie en cours de restauration officiellement désignée comme zone protégée
 * 71,4% Zone Clés pour la Biodiversité comprend 22% Zone Protégée

DÉFINITION

Zones clés pour la biodiversité

Les zones clés pour la biodiversité (ZCB) sont des sites qui contribuent de manière significative à la persistance mondiale de la biodiversité, dans les écosystèmes terrestres, d'eau douce et marins. Ils sont parmi les endroits les plus riches en biodiversité sur terre et peuvent inclure des écosystèmes d'importance mondiale ou des populations importantes d'animaux, de champignons et de plantes. L'application des objectifs de restauration aux ZCB est cruciale pour la sauvegarde de ces sites critiques et le baromètre de restauration permet aux utilisateurs de suivre combien de leurs zones de restauration ont une désignation officielle en tant que ZCB. Cette année, huit pays ont soumis des données sur les ZCB.

DÉFINITION

Zone protégée

Actuellement, près de 15 % des terres et 10 % de ses eaux territoriales sont couvertes par des parcs nationaux et d'autres zones protégées. Lorsque les gouvernements désignent des zones protégées officielles, ils offrent une protection contre la dégradation des milieux et des écosystèmes qui menace d'importants services écosystémiques, tels que la purification de l'eau et la séquestration du carbone, ainsi que la biodiversité. Si elles sont gérées efficacement et équitablement, les zones protégées peuvent offrir de nombreux avantages, notamment la préservation des ressources naturelles et culturelles, la fourniture de moyens de subsistance durables et la protection de la santé humaine.

Liste rouge de l'UICN

La Liste rouge de l'UICN est la base de données la plus complète au monde sur le risque d'extinction des animaux, des champignons et des plantes, et elle indique la santé de la biodiversité mondiale. Compte tenu des avantages potentiels de la restauration de la biodiversité, les utilisateurs du baromètre de restauration sont encouragés à rendre compte de la manière dont les efforts de restauration soutiennent spécifiquement les espèces de la Liste rouge (des espèces végétales indigènes aux reptiles) dans leurs pays respectifs. En 2022, neuf pays ont signalé des espèces inscrites sur la Liste rouge qui ont bénéficié d'une restauration : Costa Rica, Ghana, Kazakhstan, Kenya, Mexique, Pérou, Rwanda, Sri Lanka et Tadjikistan. Voici un aperçu de ces espèces :

KAZAKHSTAN

- Lynx du Turkestan (*lynx isabellinus*)
- Léopard des neiges (*Panthera uncia*)
- Ours brun de l'Himalaya (*Ursus arctos isabellinus*)



GHANA

- Bois de rose (*Pterocarpus erinaceus*)
- Teck africain (*Pericopsis elata*)



MEXICO

- Lézard alligator du Mexique (*Abronia graminea*)
- Singe hurleur à manteau (*Alouatta palliata*)
- Crocodile d'Amérique (*Crocodylus acutus*)
- Chien de prairie mexicain (*Cynomys mexicanus*)
- Ocelot (*Leopardus pardalis*)
- Jaguar (*Panthera onca*)



RWANDA

- Chinaberry (*Melia azedarach*)
- Cerise africaine (*Prunus Africana*)
- Bois de santal africain (*Osyris lanceolata*)



TAJIKISTAN

- Prune Darvaz (*Prunus darvasica Temberg*)
- Markhor (*Capra falconeri Wagner*)



Impacts socioéconomiques

Pour que la restauration puisse se produire, l'implication des humains est nécessaire, ce qui dans de nombreux cas conduit à la création d'emplois. Bien que le travail spécifique varie selon les projets ou les programmes, il peut inclure des emplois directement liés aux efforts de restauration, tels que la régénération naturelle assistée par les agriculteurs et le remplacement d'espèces non indigènes par des espèces indigènes pour accroître la diversité ; des emplois liés à des objectifs plus larges du projet, tels que la construction des maisons ; et des revenus générés par de nouveaux moyens de subsistance alternatifs, tels que la vente de semences.

En outre, les projets de restauration ont souvent des avantages socioéconomiques plus larges que l'emploi, notamment l'éducation, le perfectionnement et le renforcement des capacités, les sources d'énergie durables, l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'évolution positive de la santé.

Développé avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le baromètre de restauration permet aux utilisateurs de surveiller le nombre d'emplois créés par la restauration ; la durée (à long terme, minimum de deux ans ; à court terme, maximum d'un an ; ou saisonnier) ; et si ces emplois sont équivalents temps plein (ETP) ou occasionnels. Il encourage également le suivi de la répartition des emplois par sexe, et va au-delà des binaires de genre pour inclure des identités non binaires et autres.

« Les communautés au Malawi voient de grands bénéfices à la mise en œuvre de la restauration. À Kapilimitu, une communauté s'est organisée pour restaurer une colline dégradée et a si bien réussi que les arbres se sont régénérés et les autochtones peuvent maintenant s'engager dans l'apiculture. »

TEDDIE KAMOTO, DIRECTEUR ASSISTANT DES FORÊTS, DÉPARTEMENT DES FORÊTS, MALAWI

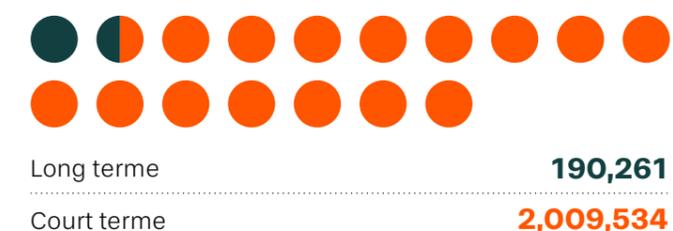
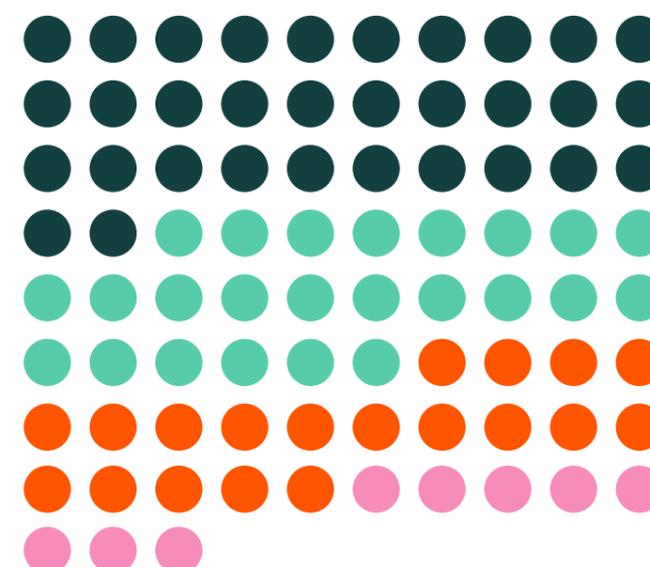
Type d'emploi par région

Total des emplois créés
+ 12,863,925

- Long terme
- Saisonniers, temporaires ou occasionnels
- Court terme
- Autres

Afrique
10,620,148
emplois créés

Amérique latine
2,199,794
emplois créés



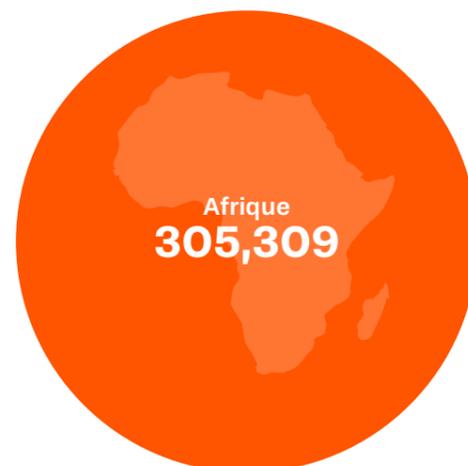
Asie
43,983
emplois créés



La création d'emplois durables

Alors que le type de travail généré par les projets de restauration varie en nature et au fil du temps, de nombreux programmes de restauration conduisent à la création d'emplois à temps plein et à long terme. Les emplois qui permettent aux gens d'atteindre de bonnes conditions de vie et de travail tout au long de leur vie professionnelle sont essentiels au succès de la restauration et d'autres initiatives sociales. Ces emplois durables peuvent contribuer à réduire l'instabilité économique et la pauvreté dans les communautés locales, à promouvoir le développement des compétences à long terme et à renforcer les économies locales grâce au développement durable.

Nombre d'emplois à long terme équivalents temps plein (ETP) par région :



COUP DE PROJECTEUR SUR LE

Rwanda



In Rwanda, the sustainable forestry project *Green Gicumbi* focuses on building the resilience of vulnerable communities to climate change. Alongside rehabilitating forests, climate resilient houses are being built by local people, cookstoves distributed and alternative incomes established within communities.

Costa Rica

COUP DE PROJECTEUR SUR LE

Plus de 76 000 emplois liés à la restauration ont été déclarés par le Costa Rica. De 2011 à 2020, 30 % des emplois à long terme étaient liés aux interventions de restauration favorisant la régénération normale, tandis que 40 % provenaient de la sylviculture et des parcelles de terrain et des plantations de forêt. La restauration nécessite des travaux d'entretien importants, par exemple par l'éclaircissage, l'élagage et la lutte contre les mauvaises herbes. Le potentiel de restauration dans les environnements agricoles multifonctionnels pour créer des emplois se distingue également, représentant 80 % des emplois liés à la restauration en 2020.



L'avenir du baromètre

La restauration des écosystèmes est un élément essentiel de notre cheminement vers un climat sûr et un avenir viable, dans lequel les personnes et la planète peuvent prospérer. Il est essentiel que l'importance de la restauration des écosystèmes à grande échelle soit à la fois comprise et mise en œuvre dans le monde entier.

Toutefois, sans poser les fondations adéquates de la restauration des écosystèmes, y compris en mettant en place des politiques habilitantes, en planifiant soigneusement où et comment la restauration doit avoir lieu et avec qui, et en surveillant la mise en œuvre au fil du temps, les impacts positifs de la restauration ne peuvent pas être réalisés à leur plein potentiel. Le baromètre de restauration facilite ce processus en permettant aux pays de suivre les progrès de la restauration dans tous les écosystèmes terrestres au fil du temps.

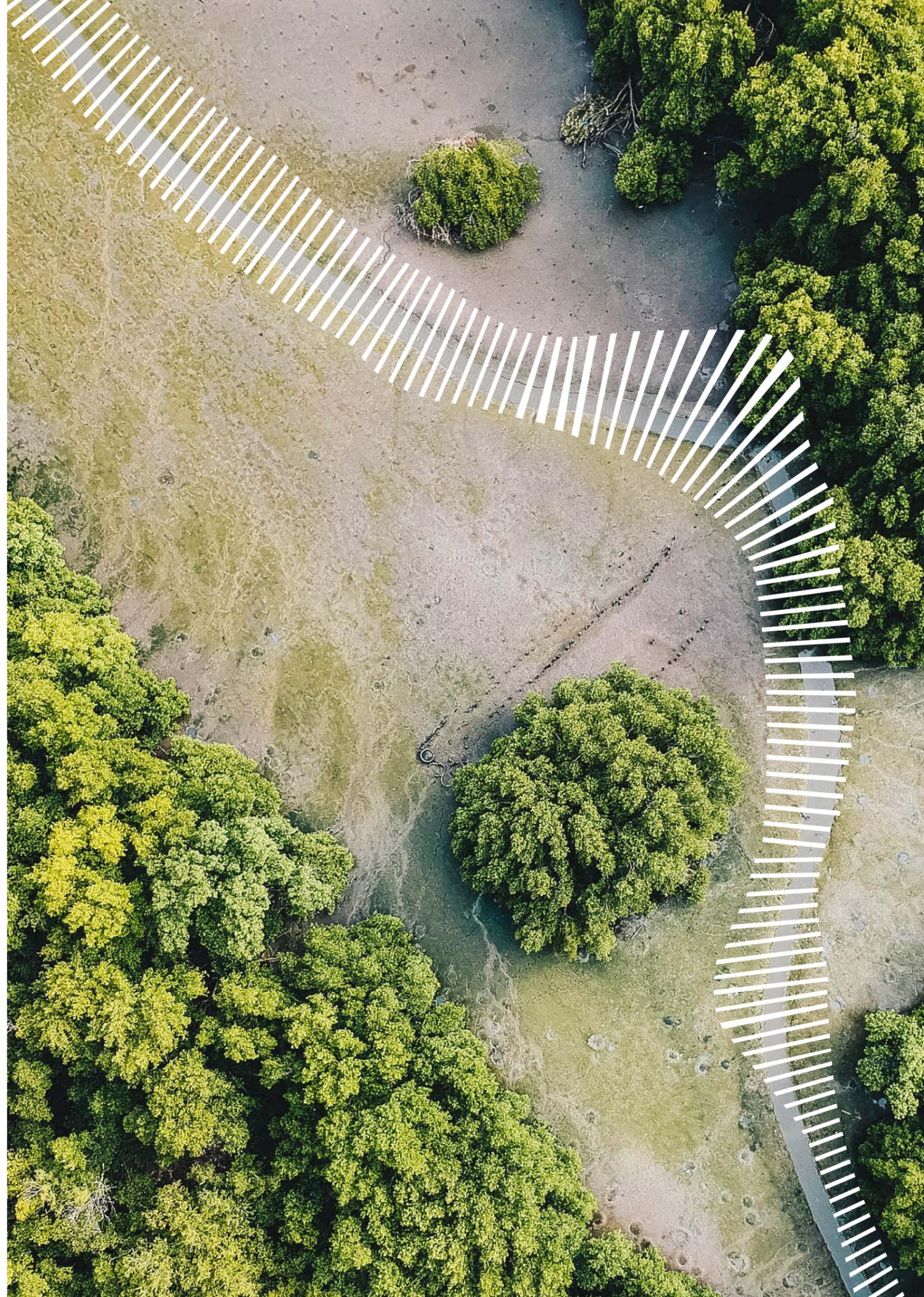
De plus, le baromètre connaîtra bientôt une fonctionnalité élargie, ce qui améliorera encore son utilité pour le mouvement de restauration. Cela inclut l'extension du baromètre aux varechs, aux herbiers marins et aux récifs peu profonds, permettant aux utilisateurs de faire un rapport plus complet en 2023. En outre, les utilisateurs auront accès à des orientations et à des évaluations sur mesure, y compris des ressources de planification technique (comme la sélection des espèces), des évaluations économiques de la valeur des écosystèmes restaurés, y compris la manière dont elle améliore la stabilité des revenus pour les communautés locales, et une meilleure contextualisation des indicateurs pour approfondir d'autant plus le récit des progrès de la restauration.

Alors que le baromètre de restauration s'est jusqu'à présent axé sur les rapports des gouvernements des pays, il est actuellement piloté par 34 entreprises, en cours de développement avec la campagne 1t.org du Forum économique mondial. L'an prochain, cette nouvelle contribution du secteur privé sera mise en ligne sur le site Web du baromètre, ce qui permettra au secteur privé de surveiller de façon transparente ses engagements en matière de restauration à l'échelle de l'entreprise. pathway will go live on the Barometer website, opening up opportunities for the private sector to transparently monitor their company-wide restoration commitments.

Pour en savoir plus sur le baromètre de restauration de l'UICN, visitez restorationbarometer.org

« Le Baromètre nous permet de rassembler toutes les données dont nous avons besoin pour montrer l'évolution et les progrès des engagements de restauration du Cameroun et a inspiré beaucoup de passion pour apprendre comment nous pouvons renforcer nos actions futures. »

DOMINIQUE ENDAMANA, PROGRAMME RÉGIONAL DES FORÊTS, UICN, CAMEROUN PROGRAMME, UICN, CAMEROUN



Notes

1. Les données de 4 autres pays sont en cours de finalisation. Les rapports sur 12 à 15 autres pays seront disponibles d'ici la fin de février 2023.
2. <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2021-001-En.pdf>;
<https://www.nairobiconvention.org/mozambique-country-profile/mozambique-biodiversity/>
3. <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2021-001-En.pdf>;
<https://www.nairobiconvention.org/mozambique-country-profile/mozambique-biodiversity/>
4. <https://media.un.org/en/asset/k1d/k1dpewlxac>
5. https://climateknowledgeportal.worldbank.org/sites/default/files/2021-06/15814-WB_Kyrgyz%20Republic%20Country%20Profile-WEB.pdf
6. https://climateknowledgeportal.worldbank.org/sites/default/files/2019-06/CSA%20_Profile_The%20Kyrgyz%20Republic.pdf
7. <https://www.un-page.org/countries/kyrgyz-republic/>
8. <https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/books/allies-innovate-to-protect-our-ecosystems/>
9. <https://www.nrdc.org/experts/jennifer-skene/new-ipcc-report-highlights-need-global-forest-protection#:~:text=As%20the%20IPCC%20report%20highlighted,severe%20in%20the%20warming%20world.>
10. <https://www.unep.org/news-and-stories/story/peatlands-store-twice-much-carbon-all-worlds-forests>
11. <https://www.iucn.org/resources/other-brief/increasing-ambition-ndcs-through-flr>
12. <https://nama-facility.org/projects/costa-rica-low-carbon-coffee/>
13. https://www.giz.de/en/downloads/giz2019_en_Factsheet_NAMA%20Cafe.pdf
14. <https://unece.org/forests/publications/overview-state-forests-and-forest-management-kazakhstan>
15. <https://unece.org/forests/publications/overview-state-forests-and-forest-management-kazakhstan>
16. Toutes les références aux tonnes de CO₂ dans ce rapport se réfèrent aux tonnes métriques.
17. <https://www.undp.org/kazakhstan/stories/forests-kazakhstan-natural-treasure-safeguard-and-nurture-future-generations>
18. https://www.forest-trends.org/wp-content/uploads/imported/cobenefits-final-draft-032116-_new-back-page-pdf.pdf
19. <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cb6111en>
20. <https://www.usaid.gov/kenya/agriculture-and-food-security>
21. <https://en.unesco.org/biosphere/lac/maya>
22. <https://www.forestcarbonpartnership.org/country/guatemala>
23. <https://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-working-group-i/>
24. <https://www.google.com/search?q=mangrove+restauration+bangladesh&aq=chrome.1.69i57j33i10i160l2.10539j0j7&sourceid=chrome&ie=UTF-8>
25. <https://www.bonnchallenge.org/sites/default/files/resources/files/%5Bnode%3Anid%5D/Bonn%20Challenge%20Report.pdf>
26. Les Objectifs de développement durable de l'ONU comprennent : 1 – Pas de pauvreté ; 2 – Faim zéro ; 6 – Eau propre et assainissement ; 13 – Action pour le climat ; 14 – Vie aquatique ; 15 – Vie terrestre ; 16 – Paix, justice et institutions efficaces.
27. Équivalent temps plein (ETP) est une unité obtenue en comparant le nombre d'heures moyen d'un employé à la moyenne des heures d'un travailleur à temps plein. Un employé à temps plein est donc compté comme une ETP, alors qu'un employé à temps partiel obtient un score en proportion aux heures travaillées. Source : ILO Statistical Glossary.pdf (ilo.org)



Restoration Barometer

Forest and Grassland Team,
Center for Conservation Action,
1630 Connecticut Avenue NW, Suite 300
Washington DC, 20009

forests@iucn.org